

Pour un monde écosolidaire

Octavio Alberola

Le dilemme d'aujourd'hui

(Vivre écosolidairement ou disparaître)

Octavio Alberola

***Dédié à Serge Duteuil Graziani, gravement
blessé à Sainte-Soline, et à toutes les victimes de
la répression des luttes écosociales.***

La civilisation de l'Homo sapiens actuel est la culmination d'un long et prodigieux processus cosmique commencé très probablement il fait 13 800 millions d'années avec le Big Bang. Un processus qui a permis la formation de l'espace-temps que nous avons appelé Univers et de tout ce qu'il y a dedans. De même que l'apparition il fait quelques 3,5 mille millions d'années de la vie sur l'un des cent à mille billions de planètes existants dans l'Univers.

Un planète que nous appelons Terre et qui, pour tourner autour du Soleil (une des 300 trillions d'étoiles que l'on estime y en avoir dans l'Univers) a une distance de 150.000.000 kilomètres (quelques 100 fois le diamètre du soleil) et disposer des six éléments fondamentaux pour la vie - charbon, hydrogène, nitrogène, oxygène, phosphore et soufre - en plus d'une couche d'ozone dans son atmosphère filtrant les nocifs rayons ultraviolets provenant du Soleil, l'a fait possible et qu'elle ait pu évoluer dans la complexité jusqu'à la diversité de ses cinq formes taxonomiques actuelles appelées règnes végétal, animal, fungi, protiste et monera.

Une évolution de ces règnes en groupes d'organismes spécifiques appelés espèces et qui a permis à celle de l'Homo sapiens - formée il fait quelques 120/100 mil années avec le début du développement technologique - de développer le langage et la conscience d'elle-même, ainsi que d'inventer des outils (comme ceux des différentes formes d'écriture et d'alphabets) pour potentialiser la pensée et enrichir l'expression sensorielle. Des outils avec les quels à travers la littérature, l'art et la science elle a pu réaliser ce que la culture est aujourd'hui. En plus de nous laisser en témoignage les

prodigieuses ouvrages qui maintenant constituent le patrimoine mondiale de l'Humanité : les Grandes pyramides de Guiza, el dépôt de Chichén Itzá, le Sanctuaire historico de Machu Picchu, les Lignes et géoglyphes de Nazque et Pampas de Jumana, l'île de Pâques, la Cité préhispanique de Teotihuacán, la Cité historique d'Ayutthaya, le Colisée, le Taj Mahal, le Mada'in Saleh, les Iles Galápagos, La Iliade de Homero, La Divine Comédie de Dante Alighieri, Hamlet de Shakespeare, El Quijote, de Miguel de Cervantes ou, comme témoignages de la merveilleuse Nature, le Parc National Yosemite, le Parc National Les Glaciaires, el Parc National Rapa Nul et le Parc National Serengueti, etc.

Or, en massacrant des millions de nos semblables dans des guerres et des génocides, notre civilisation non seulement est la plus meurtrière de tous les temps, mais, en plus d'être en proie d'une telle folie criminelle, elle a déjà exterminé l'essentiel des insectes, des animaux sauvages et des arbres sur notre planète.

Délire guerrier et extermination des espèces (la sienne compris) qui, en plus d'être une faute logique et une faillite éthique, nous obligent à nous demander comment les êtres humains, en devenant adultes, peuvent devenir assez insensés et inconséquents pour désirer s'entre-tuer et détruire l'environnement qui a permis et rend possible la vie sur leur planète.

Voilà pourquoi il est tant urgent de réfléchir à cette irresponsable et dangereuse inconscience collective pour sortir du dilemme existentiel qu'elle nous pose.

SOMMAIRE

PRÉFACE

PREMIÈRE PARTIE

- La conscience émancipatrice
- Les « révolutions »
- Le mouvement ouvrier et « le fin de l’histoire »

DEUXIÈME PARTIE

- La société de consommation et d’information
- Les menaces virale et climatique
- La menace dystopique et la Démocratie

POSTFACE

PRÉFACE

“Le goût de la vérité n'empêche pas la prise de parti”

Albert Camus

Par les images diffusées presque quotidiennement par les médias nationaux et internationaux de foules enthousiastes et heureuses de vivre, se promenant dans des festivals et des foires ou remplissant salles de concerts, théâtres, cinémas, stades et plages des cinq continents, on pourrait croire que le monde vit en ce moment une période de merveilleuse paix, prospérité et bonheur. Pourtant, jamais la survie de l'humanité n'a été autant menacée. Car, non seulement elle l'est par la folie belliciste des régimes autocratiques, qui en plus de continuer à semer mort et destruction peut déclencher une apocalypse nucléaire, mais aussi par les pandémies virales de plus en plus meurtrières et le dérèglement climatique qui peut faire de la Terre une planète inhabitable.

Que ce soit donc par les images ou les nouvelles - presque aussi quotidiennes - sur les calamités et horreurs produits par ces dérèglements biologiques et environnementaux, maintenant nous savons qu'à aucun autre moment de l'histoire les perspectives de l'humanité n'ont été si désolantes ni le manque de volonté et l'impuissance à les éviter si abyssales.

Comment donc ne pas reconnaître que nous, les êtres humains contemporains, sommes les responsables de ce que le monde est aujourd'hui et que l'avenir de l'humanité soit si sombre et décourageant ? Car, plus que les difficultés pour contrecarrer les menaces dystopiques, virales et climatiques, c'est notre manque de volonté pour le faire qui nous fait sombrer dans l'actuelle

impuissance : tant pour éviter ces horreurs et calamités que pour bâtir un avenir meilleur.

Une impuissance qui devrait nous faire honte ! Car, elle est le résultat de notre irrationnelle obstination à maintenir le modèle civilisationnel qui nous a conduit à la grave situation actuelle. Un modèle, productiviste et consumériste, basé sur le toujours plus, sur la compétition et sur la dévastation de la nature. C'est-à-dire, sur l'insatisfaction, la confrontation et la destruction.

Mais, en dépit de savoir ce que le modèle capitaliste est et d'être si évidente sa responsabilité dans la production des menaces sur la biodiversité, l'humanité dans sa presque totalité continue à le maintenir, quand la chose logique serait de désirer le changer pour un autre moins dangereux pour notre survie et celle de tout le vivant. Or, non seulement l'immense majorité de nos contemporains réagit si illogiquement mais, étant étant si obsédée et dopée par la consommation et les gadgets technologiques, rien n'est plus éloigné de ses préoccupations et désirs que désirer le changer. Cela malgré le fait de savoir ce qui est en jeu et l'instinct de survie étant si important pour survivre !

Une étrange manière de se comporter ; car, en plus de stopper/ bloquer le long dialogue entre les hommes, ce comportement n'en finit pas de les opposer et de les mener à leur autodestruction. Un comportement en somme, qui, en plus d'être autodestructeur, a entamé la confiance en l'homme et sa possibilité d'obtenir des réactions humaines d'autres hommes leur parlant le langage de l'humanité, comme le constatait Albert Camus en son temps.

Comment ne pas considérer donc cet irresponsable et indigne comportement une dégradation humiliante et insupportable de l'intelligence humaine, et ne pas dire, avec Fernando Pessoa, que *« la conscience de l'inconscience de la vie est le majeur martyr imposé à l'intelligence »* ?

En effet, la survie des êtres humains se trouvant autant aujourd'hui menacée et leur instinct de survie étant si fondamental, comment leur consciente inconscience ne serait-il pas une offense à l'intelligence ? Car, cette consciente inconscience est la responsable que la survie de l'humanité ne soit pas aujourd'hui la préoccupation principale de nos semblables contemporains.

Un étrange paradoxe et un drame pour l'intelligence ; puisque, dans un contexte si dangereux pour leur survie, la logique devrait être que celle-ci soit pour eux la préoccupation la plus importante.

Or, non seulement leur survie ce n'est pas leur préoccupation la plus importante, mais, malgré ces perspectives si désastreuses pour l'avenir des êtres humains, la question n'est presque jamais évoquée. Comme si cela relevait d'une réalité impossible à penser et le passage du constat commun à la mobilisation générale était frappé d'une impuissance naturelle. A un point tel qu'ils semblent se complaire dans leur inconscience, passivité et résignation.

Comment, donc, ne pas se demander pourquoi ne se passe-t-il rien, ou si peu, au regard des catastrophes annoncées, et ne pas s'inquiéter des néfastes conséquences d'un si étonnant paradoxe qui nous oblige à nous questionner sur l'état de la condition humaine aujourd'hui ? Un étonnant paradoxe qui devrait nous inciter à essayer de comprendre pourquoi tant d'êtres humains persévèrent à se comporter de manière si contradictoire, absurde et suicidaire, en fin de compte.

Bien sûr, ce contradictoire comportement n'étant nouveau dans l'histoire et sachant que le progrès de la pensée et la praxis de la liberté s'est produit par autocorrections permanentes des concepts et pratiques dans des contextes socio-historiques différents au fil des siècles, on pourrait croire logique de ne pas s'inquiéter de cet étonnant paradoxe et espérer que des nouvelles autocorrections se produisent. Comme il serait logique de le croire aussi pour le progrès inhérent au devenir du désir d'émancipation, qui en est la cause et la condition pour atteindre la pleine dignité en tant que

personne. Car, en effet, ces autocorrections n'ont cessé de se produire, comme nous l'avons vu avec l'inattendu et surprenant mouvement contestataire de mai 1968 en France et le mouvement des Indignés du 15 mai 2011 en Espagne et autres pays du monde.

Pourquoi, donc, s'inquiéter et désespérer de ce que ces pensée et praxis sont aujourd'hui et n'avoir pas de bons motifs d'espérer que de nouvelles autocorrections se produisent et fassent progresser à nouveau la pensée et la praxis de la liberté et l'aspiration émancipatrice qui lui est inhérente ? Car, si ces autocorrections se sont produites, il n'y a pas de raison pour qu'elles ne se produisent pas à nouveau !

D'autant plus que l'humanité se trouve dans un moment crucial de son histoire où, pour éviter que la problématique environnementale cesse de menacer sa survie, elle devra impérativement changer de modèle civilisationnel et en adopter un plus écologique et soutenable pour tous. Pourquoi, donc, désespérer et ne pas attendre que cela se produise ?

En effet, ne pas désespérer et attendre pourrait être un comportement logique si l'histoire ne nous montrait que l'homme se trouve toujours placé à l'intersection des certitudes, des probabilités et des éventualités. Donc, que nous devons redouter en permanence de voir s'interrompre la grande chaîne d'approfondissement de la connaissance humaine, et, en conséquence, qu'en plus d'être toujours vigilants, nous devons nous efforcer de trouver des nouvelles façons de penser la relation de l'homme au monde et de bâtir le futur. C'est-à-dire : que non seulement nous devons être vigilants mais qu'il nous faut agir au présent pour faire possible le futur que nous désirons. Vigilance et effort aujourd'hui plus nécessaires que jamais, tant l'avenir paraît sombre et redoutable.

Voilà pourquoi, en ces temps de post-vérité et de régression idéologique et politique, de graves dangers pandémiques-écologiques-dystopiques et d'absence de projets politiques

porteurs d'égalité, s'intéresser au passé et au présent des luttes pour l'émancipation ne peut être dérisoire, mais nécessaire pour saisir le rôle historique de l'organisation du travail, le pouvoir des imaginaires politiques et la fonction du vivant pour la survie et le devenir de l'humanité. De même que pour éclairer le pouvoir que le néolibéralisme exerce sur notre destin collectif et le chemin pour amorcer les transformations historiques qui s'imposent.

D'ailleurs, ce sont ces dangers - pour notre santé, nos libertés et nos vies - et cet inquiétant constat de résignation devant les inégalités - tant les présentes que celles qui s'annoncent - qui font que cet intérêt soit plus que jamais une nécessité d'actualité. Non seulement pour comprendre la grande complexité d'interactions, d'interrelations et de rétroactions qui ont amené les hommes là où ils en sont aujourd'hui, mais aussi pour prendre conscience de la gravité de la situation et de l'urgence de réagir contre ces périls mortifères qui menacent nos vies et l'avenir de notre espèce, comme des autres espèces. Notamment, sachant que l'aliénation du toujours plus capitaliste en est la cause et que c'est ce paradigme civilisateur qui a conduit et continue de conduire l'humanité - plus que jamais - à épuiser la planète Terre, notre habitat et notre source de vie.

De là que remplacer ce paradigme, par un autre donnant la priorité à l'essentiel pour la vie de tous sur une planète vivable et durable, soit une nécessité et une urgence. Surtout après avoir constaté le coût - en vies humaines et en multiples souffrances - de la gestion de la COVID-19 dans le monde. Une gestion irrationnelle et dans certains cas criminelle, comme l'a été aussi la sortie de cette crise. Car, choisir de donner la priorité à l'activité économique plutôt qu'à la vie humaine expose consciemment l'humanité à de nouvelles pandémies autant ou plus mortifères. La logique, pour les éviter, étant de subordonner l'activité économique aux besoins vitaux des humains.

Changer ce paradigme, aujourd'hui dominant sur l'ensemble de la planète, est donc une nécessité, une grande urgence. Car nos habitudes consuméristes influent décisivement sur le dérèglement climatique. Mais, ce changement n'est pas possible de le faire qu'en développant la conscience des contemporains sur les dangers qui menacent les êtres humains et les causes qui les produisent. Cette conscience étant donc l'antidote le plus efficace à la servitude volontaire qui prédomine aujourd'hui dans nos sociétés et à la chimérique illusion individualiste de croire pouvoir s'en sortir seul dans un monde où la loi du plus fort et la logique du chacun pour soi règnent.

Voilà pourquoi la conviction, bien que relativisée par le doute scientifique, d'être cette conscience un vrai antidote au fatalisme prédominant dans nos sociétés, m'a mené à considérer efficace la « *pédagogie des catastrophes* » pour déclencher les prises de conscience et les changements de vision qui nous permettront d'organiser écologiquement notre métabolisme avec la nature. Non seulement parce que ce rééquilibrage métabolique avec la nature est une urgence existentielle impérieuse pour éviter les vieilles ou les nouvelles catastrophes, mais aussi pour être le moyen qui nous permettra de raviver aujourd'hui l'aspiration émancipatrice. Car, sans cette aspiration à un monde d'égalité où chaque être humain voit autrui comme son égal et en est comptable et solidaire, ni la survie de l'humanité, ni le maintien de praxis d'entraide et de démocratie directe ne me paraissent pas possibles.

De là l'importance de réfléchir, dans la première partie de cet ouvrage, sur le rôle fondamental que la conscience émancipatrice a joué et continue à jouer dans l'organisation et fonctionnement des sociétés humaines. De même que sur les luttes émancipatrices du passé (les révolutions) qui ont eu lieu tout au long de l'histoire jusqu'à nos jours : tant pour évaluer son potentiel transformateur/réformateur que pour voir quelles traces émancipatrices elles ont

laissée dans l'histoire. Mais aussi sur le mouvement ouvrier qui s'est constitué à partir de la Première Internationale ouvrière en réaction aux effets désastreux de la Révolution industrielle dans le monde du travail. Car c'est en suivant son développement historique et son évolution idéologique, jusqu'à la société de consommation et de l'information numérique, que l'on peut suivre le processus du déclin de l'idéal émancipateur qui l'animait à ses débuts et en tirer les néfastes conséquences de sa conversion en un rouage - plus ou moins hargneux - du système et en complice involontaire des méfaits sociaux et environnementaux de celui-ci.

Déclin confirmé par les événements des décennies 80 et 90, si cruciaux pour le mouvement ouvrier, accréditant et répandant l'idée de la fin des luttes idéologiques et le triomphe définitif du marché et de la démocratie libérale. Surtout après la chute du Mur de Berlin et la dislocation du bloc de l'Est. Un triomphe qui marquait la « *fin de l'histoire* », suivant la thèse développée par le politologue américain Francis Fukuyama - dans son livre *La fin de l'histoire et le dernier homme* - qui était alors conseiller au ministère de la défense à Washington.

Cette conviction conditionnant fortement l'imaginaire collectif et le fonctionnement de la société de consommation et de l'information numérique, il m'est paru donc important de réfléchir, dans une deuxième partie, à ce que cette société a été et à ce qu'elle est encore. Non seulement parce que le consumérisme n'a cessé de s'étendre et le développement technologique de s'accélérer depuis l'apparition d'Internet, mais aussi parce que, tant l'un (le consumérisme) que l'autre (le développement technologique), ont été des facteurs décisifs pour le développement hégémonique du capitalisme dans le monde entier et la résignation du mouvement ouvrier à ne lutter que pour rendre moins insupportable l'exploitation

Une résignation qui a transformé le mouvement ouvrier en complice du capitalisme quand la responsabilité de ce système,

dans l'apparition et le développement des menaces virale et climatique, est plus évidente et néfaste. Une responsabilité qui va de pair avec son irresponsabilité d'apprenti sorcier, inapte à faire face aux catastrophes dont il est la cause. Une irresponsabilité et ineptie qui nous préviennent assez bien de ce qui peut advenir au genre humain si nous ne réagissons pas, si nous continuons à laisser faire aux défenseurs et profiteurs de ce système leur travail de destruction du vivant.

Le capitalisme, un système qui est un contresens historique en plus d'être un irresponsable déprédateur, peu ou rien disposé à mettre fin aux inégalités et à arrêter sa marche destructrice de l'environnement naturel. Non seulement parce qu'il est un modèle énergivore mais aussi pour être son objectif la continuité de l'accumulation du capital. Donc, ne lui étant pas possible d'atteindre un certain sens de la contention et la mesure - sans sortir de ses mécanismes et de ses valeurs - pour éviter les désastres que son fonctionnement provoque.

Voilà pourquoi, en ces temps de dégradation du débat public et de rapprochements idéologiques douteux accélérés par la gestion politique de la pandémie et de la crise climatique, est tant important et urgent de réfléchir au fonctionnement du politique. Ces rapprochements se produisant dans un contexte surmédiatisé et confusionniste où le champ politique et les espaces publics s'extrême-droitisent au profit de théories complotistes réactionnaires, porteuses de lourds dangers négationnistes et fascistes. Dangers masqués par une politique du brouillard qui contient des éléments théoriques et des faits, des propos et des références qui rappellent certainement des événements tragiques déjà vécus, qu'il faut à tout prix éviter que le monde les revive.

Dans un monde soumis aujourd'hui à menaces dystopiques, virales et climatiques si graves, s'intéresser au passé et à l'avenir des luttes pour l'émancipation est une nécessité. Non seulement pour essayer de comprendre pour quoi c'est la survie de

l'humanité qui est aujourd'hui en danger, mais aussi pour comprendre pour quoi elle se comporte d'une manière si irresponsable face à des menaces si graves. Car, en plus de notre liberté et dignité, il y va aussi de notre vie, de la vie !

Cela est donc une des raisons qui nous oblige à considérer important et urgent la conscienciation de nos contemporains sur les menaces dystopiques au même titre que sur les menaces virales et climatiques. Car, le comportement politique et éthique étant décisifs pour la constitution et l'existence pleine de la personne et être une personne étant ce qui donne sens et valeur à nos vies, la logique est de considérer indissociable la survivance physique de la survivance éthique et politique. Non seulement par amour de la liberté et du droit à la critique, mais aussi pour *“préférer mourir debout, comme des personnes, que vivre à genoux, comme des individus”*, comme le disait Emiliano Zapata.

C'est pour cette raison que conscientiser sur la menace dystopique est aussi important et urgent ; puisque, en plus de menacer notre existence éthique et politique, elle est en grande partie responsable de l'inaction institutionnelle dans la lutte contre les pandémies et le dérèglement climatique. Tant pour contribuer à développer les thèses négationnistes que pour soutenir le développement capitaliste responsable de la extermination de l'essentiel du monde des insectes, des animaux sauvages et des forêts. Une extermination biologique qui fait que la civilisation capitaliste soit la plus meurtrière de tous les temps du point de vue humain de la biosphère. Un comportement qui, en plus d'être une faute de logique et une faillite éthique, fait douter de la rationalité des êtres humains ; puisqu'ils sont les responsables de ce désastreux et honteux bilan civilisationnel.

Comment donc ne pas considérer - suivant le conseil de l'astrophysicien Aurélien Barrot - qu'aujourd'hui *“l'urgence consiste à penser”* pourquoi un tel désastre a-t-il été possible et à

nous poser “*cette question essentielle : Que voulons-nous vraiment ?*”

Car, si les contemporains du débout de la civilisation capitaliste ne savaient pas les méfaits environnementaux que le développement de leur mode de vie allait produire, maintenant les contemporains actuels ne peuvent plus les ignorer. Même si une immense majorité d’entre eux sont dans une consciente inconscience qui les pousse à un irresponsable et dangereux laisser faire. Une inertie cognitive qui leur proportionne une tranquillisante sensation de sécurité et leur évite de penser aux conséquences désastreuses de ce laisser faire à ceux qui décident pour eux.

Voilà pourquoi conscientiser nos contemporains des conséquences de cette consciente inconsciente inertie cognitive est l’urgence existentielle d’aujourd’hui. Car, comme Camus l’avait déjà compris, non seulement le goût de la vérité ne doit pas nous empêcher de prendre parti, mais, aussi parce que tant que la vérité sera acceptée - serait-ce dans un seul esprit - pour ce qu'elle est et telle qu'elle est, il y aura place pour l’espoir. Le vrai désespoir ne naissant pas d’être confronté à une adversité de plus en plus obstinée, ni de l’épuisement d’une lutte trop inégale, il vient de ce qu’on ne connaît plus ses raisons de lutter et si, justement, il faut lutter. Or, maintenant nous savons que si la lutte est difficile, les raisons de lutter, elles du moins, restent claires, malgré le confusionnisme actuel, et qu’elles sont existentielles.

PREMIERE PARTIE

La conscience émancipatrice

Comme tout animal, l'homme possède une conscience immédiate du monde extérieur, un sentiment de soi, qui ne naît réellement que jusqu'à l'instant où il a la conscience de lui-même en tant que sujet connaissant. L'homme est, donc, essentiellement conscience de soi, et, pour s'affirmer, il doit se distinguer de ce qu'elle n'est pas. Et c'est pour cela que, pour affirmer son être et sa différence, il nie. Non seulement parce que ce qui distingue la conscience de soi du monde naturel n'est pas seulement la simple contemplation par laquelle elle s'identifie avec le monde extérieur et s'oublie de soi-même, mais aussi le désir qu'elle peut expérimenter en rapport au monde comme quelque chose différente. De là que ce désir la fasse revenir à soi-même, dans le temps où elle lui montre le monde extérieur comme différent et que celui-ci est ce qu'elle n'a pas, mais qu'elle veut avoir pour être.

Donc, la conscience de soi est, nécessairement, désir. Mais, pour l'être, elle doit être satisfaite et elle ne peut le faire qu'avec la satisfaction de son désir et la suppression de ce qui lui permet de se satisfaire. Mais, consommer n'est pas encore être conscient, c'est aussi le propre de l'animal. Pour être conscient, il est nécessaire que le désir de la conscience soit dirigé vers quelque chose qui soit distincte de la nature sans conscience, et cela c'est précisément la conscience de soi, celle-ci étant l'unique chose dans le monde qui se distingue de cette nature.

C'est évident donc que l'homme n'est pas reconnu et qu'il ne se reconnaît pas comme homme tant que son activité se réduit à subsister animalement, et qu'il l'est seulement quand les autres hommes le reconnaissent comme tel. Ce sont donc les autres qui nous constituent comme hommes, la vie en société étant l'unique

qui nous confère une valeur humaine - supérieure à la valeur animal - par le fait d'être disposés à risquer nos vies et d'accepter la possibilité de la mort en défense de notre liberté d'action et de celle de nos semblables.

Or, si du point de vue biologique la conscience est une fonction supérieure du cerveau humain qui permet à l'homme de réfléchir sur les propriétés et relations objectives des objets du monde extérieur, pour la structuration mentale des actes en prévision de résultats, la conscience émancipatrice ou "*conscience de la liberté*" (Hegel) est, du point de vue sociologique et politique, la conscience de l'homme révolté. Car, en plus de l'aider à la régulation et à l'auto-contrôle des interrelations avec la réalité naturelle et sociale pour potentialiser la coexistence en société, elle l'aide aussi à potentialiser la rébellion et la lutte pour l'émancipation quand la société est de classes.

Indépendamment, donc, que cette fonction de l'homme ait commencé à se forger dès l'origine même de la vie, par la nécessité de celle-ci de s'interrelationner avec l'environnement naturel pour la survie et, puis, pour continuer à se structurer tout au long de l'évolution jusqu'à l'*homo sapiens*, cette fonction ne s'est pas converti en conscience qu'avec le langage. La forme réelle de la conscience étant l'activité humaine expérimentale ou théorique qui, à travers du langage, se dirige vers une fin déterminée. Le cerveau n'étant pas la source de la conscience, mais l'organe, et le langage étant le moyen par lequel elle se manifeste, dans un processus historique où l'histoire est conçue comme un devenir et pas seulement comme souvenir ou comme explication de ce qui était déjà. De sorte que le progrès de la "*conscience de la liberté*", que j'appelle "*conscience émancipatrice*", permet de détecter les limites de la liberté et les avancées de l'aspiration émancipatrice à chaque période historique.

En plus, si le progrès éthique humain est considéré comme une avancée de l'aspiration émancipatrice dans l'histoire, la praxis de la conscience émancipatrice est le principal moteur du devenir éthique historique. L'éthique (ce qui est moral) commençant avec le premier homme qui osa dire qu'il n'accepte pas le destin dévastateur qu'on lui impose ou qu'on veut lui imposer, et qui, en décidant de se rebeller, prend en charge la rébellion et qu'il assume de vivre en une confrontation permanente pour questionner sa relation avec le monde de l'inégalité et la domination.

Avec tous les éléments de connaissance ethnographique et historique dont nous disposons aujourd'hui, nous savons que l'inégalité et la domination ne sont pas une fatalité et qu'il est possible de réécrire l'histoire du monde au rebours du roman historique traditionnel. C'est-à-dire en rupture avec la vision linéaire de l'histoire, puisque les recherches scientifiques des dernières décennies - en archéologie, anthropologie et disciplines voisines - nous apprennent que l'évolution des sociétés humaines au cours des 30.000 ans écoulés n'a pas été une marche irréversible vers l'hierarchisation et l'inégalité, mais « *un monde d'expérimentations sociales audacieuses, beaucoup plus proche d'un carnaval des formes politiques que des mornes abstractions suggérées par la théorie évolutionniste* », comme le disent David Graeber y David Wengrow dans son livre *Au commencement était... Une nouvelle histoire de l'humanité*.

Ce que nous pouvons constater aussi, dans bien des communautés où l'on commençait à cultiver la terre et dans lesquelles les hiérarchies sociales étaient pour ainsi dire inexistantes. De même que dans les premières villes, lesquelles étaient étonnamment également nombreuses à fonctionner selon des principes résolument égalitaires et sans faire appel à de quelconques despotes, politiciens/guerriers bourrés d'ambition, petits chefs autoritaires. Cela étant possible certainement parce que la

socialisation se base alors sur une richesse de liens faibles et, en même temps, sur certaines conditions qui facilitent la coopération. Particulièrement les liens qui mènent à l'amitié et permettent aux personnes de créer des fraternités temporelles.

Ce qui change avec l'invention de la corporation et l'émergence des liens personnels forts basés sur la dépendance. Car, en les transférant à des entités collectives abstraites et transcendantes, dans lesquelles les liens de dépendance personnelle continuent au-delà de la mort et auxquelles on promet loyauté, le futur de la sociabilité humaine change - comme ce fut le cas dans la société féodale européenne.

Ainsi, donc, la sociabilité humaine n'a pas été toujours autoritaire ni l'inégalité et la domination, une fatalité. En outre que, dans beaucoup de cas, les dominés n'ont jamais renoncé à lutter contre la domination ni à essayer, tout au long de l'histoire, de bâtir un monde nouveau.

En effet, au cours du long processus d'humanisation de l'*homo sapiens*, la conscience morale s'est développée et a joué un rôle de plus en plus fondamental pour le fonctionnement des premières communautés tribales de chasseurs-cueilleurs puis dans les sociétés rurales et urbaines. Que ce soit pour assurer la cohésion sociale dans celles fonctionnant de manière égalitaire ou pour lutter contre les iniquités et les excès des dominants dans celles fonctionnant hiérarchiquement. Car la réalité de celles-ci étant la dualité dominants/dominés, cette dualité est une unité dialectique qui pousse les dominés au dépassement de la contradiction en luttant contre les iniquités et les excès de la domination par le refus de l'obéissance ou la révolte. Dès lors, si les dominés ont une conscience morale critique, la conséquence logique, de la relation dialectique du refus de l'obéissance ou de la révolte, est de les pousser à vouloir s'émanciper de la domination. La conscience critique devenant alors conscience émancipatrice. C'est-à-dire la conscience de cette réalité d'oppression de la part

des dominés et de leur disposition à agir pour renverser cet ordre établi.

Or, l'histoire n'étant que l'activité de l'homme poursuivant ses objectifs, à travers l'interrelation des causes génétiques internes et des causes environnementales et la réalité des sociétés humaines continuant à être conditionnée par cette unité dialectique plus ou moins exacerbée, la conscience émancipatrice n'a cessé dès lors à se manifester tout au long de l'histoire humaine. Au point d'en devenir le principal moteur de l'évolution des sociétés humaines, en plus de rendre leur dignité aux hommes et le courage de lutter contre toutes les formes d'oppression et d'exploitation.

Évolution qui n'a pas été, comme nous le savons, toujours linéaire et moins encore un cheminement vers le mieux être pour tous, que ce soit dans le sens de la liberté ou de l'égalité. Car, dans la lutte contre la domination et l'exploitation, il y a eu très souvent des retours en arrière comme des « avancées » qui étaient de vraies régressions sociétales, en plus du fait de n'avoir pas été une évolution semblable partout ni avec la même temporalité.

Nonobstant, malgré ces régressions, au cours de cette évolution il y a eu des progrès indéniables dans beaucoup de domaines du vivre ensemble. Des progrès qui, même en ne faisant pas disparaître la domination, la rendent moins visible et plus supportable par les dominés. À tel point que paradoxalement ces progrès - surtout au niveau matériel - contribuent peu à peu à la généralisation d'une consciente inconscience collective sur le devenir du monde. Car, les dominés contemporains n'étant préoccupés que de pouvoir profiter au maximum de ces progrès au présent, paradoxalement il ne leur paraît nécessaire de se préoccuper du devenir du monde. Non seulement parce que les progrès du bien être matériel sont réels mais aussi parce que les dominants réussissent à imposer le modèle de développement qui leur permet de maintenir en leur faveur la contradiction de l'unité

dialectique sans l'exacerber et en ignorant consciemment les dangers réels ou potentiels que l'application de ce modèle crée.

Un devenir pourtant menacé par les dangers créés par le modèle de développement que les dominants ont imposé pour maintenir la contradiction de l'unité dialectique en sa faveur sans l'exacerber et pouvoir donner aux dominés/exploités un bien-être matériel suffisant pour les convaincre de renoncer à exercer leur conscience critique. Bien qu'à certains moments, les progrès du bien être matériel étant insuffisants pour convaincre les dominés de renoncer à exercer leur conscience critique, les dominants n'ont eu aucun scrupule à recourir à la répression la plus brutale pour les y obliger.

Bien sûr, cette consciente inconscience collective des dangers réels ou potentiels que ce modèle fait peser sur l'avenir, ne s'est pas produite ni installée linéairement, comme ce fut le cas pour la conscience morale/politique. Cela a été aussi un long processus de brouillage de repères, avec hauts et bas, accélérations et ralentis, et dépendant très souvent de la manière dont les dominants s'accommodaient ou non des progrès du vivre ensemble, et que les dominés, au moins leur immense majorité, se considérait comblée par les progrès acquis. Quoique cette consciente inconscience s'est installé aussi très souvent chez les dominés à cause des échecs répétés des luttes émancipatrices et du dévoiement de celles qui avaient réussi.

Or, quelle qu'en soit la cause, le fait est qu'en contribuant au déclin de l'aspiration émancipatrice, c'est cette consciente inconscience qui empêche aux hommes et femmes d'agir pour que l'histoire puisse se poursuivre avec l'espoir d'une réelle fraternité et d'une certaine idée du progrès pour tous, ne permettant pas de déplacer la frustration, la souffrance ou la colère vers l'horizon d'une émancipation individuelle et collective dans une société où les individualités puissent se déployer.

De là, l'intérêt de suivre l'évolution de cette inconscience et de ce déclin au cours de l'histoire, en partant de ce qu'ont été en elle les révoltes collectives qu'on appelle « révolutions » et de le faire avec honnêteté et humanité, mettant à nu la haine et le mensonge pour aller à l'essentiel et porter sur elles le diagnostic le plus lucide, par sincérité et le plus passionné, par amour. Car c'est la confrontation entre l'homme et le monde ce qui a justement sens et valeur ; puisque ce moment de conscience est la présence constante de l'homme à lui-même. C'est-à-dire, le moment où on peut savoir si tant la logique que le but de la révolte est réellement la solidarité humaine. La révolte ne se légitimant - logiquement et moralement - que si elle a pour but de faire de tous les hommes des frères, que si elle établit dès maintenant, entre tous les révoltés, la grande fraternité de la vie et de la mort, comme le pensait et le défendait Albert Camus dans *L'homme révolté*.

Les « révolutions »

Comme nous venons de le voir, l'homme ne le dévient pas pleinement jusqu'à ce que sa conscience ait une conscience de soi-même pour vivre ensemble avec les autres en société. Ce vivre ensemble générant des relations entre eux en fonction de ce que les circonstances et le contexte exigeaient pour la survivance individuelle et collective.

C'est donc logique de penser que c'est ce besoin d'assurer la survivance collective qui les a poussés à « expérimenter » diverses stratégies et à « organiser » les relations entre eux de manière à obtenir le meilleur résultat. Particulièrement quand la capacité de raisonnement leur a permis de cultiver et de domestiquer diverses espèces de plantes. Ce qu'il s'est passé il fait quelques 10.000 ans, quand avec le commencement de l'agriculture et l'élevage commença la sédentarisation, l'augmentation de la population et la division entre les cultivateurs et les gardiens de la nourriture. Ce qui a engendré une dualité fonctionnelle et finalement l'unité dialectique dominants/dominés, laquelle, en s'instituant en pouvoir des uns sur les autres, a produit le refus et la résistance, et a permis celle-ci de se transformer en rébellion. Les mythes de Prométhée, Œdipe et Antigone étant les archétypes des rebellions vieilles au même titre que la rébellion de Spartacus soixante-dix ans avant notre ère.

Or, la rébellion - même quand elle est collective - seule est le témoignage de cohérence qu'avec le refus de l'imposition. Elle est toujours l'expression d'un compromis avec une proteste obscure qui ne requiert ni de systèmes ni de raisons. Par contre, la révolution commence à partir de l'insertion de l'idée dans

l'expérience historique de la rébellion pour donner forme au monde dans un cadre théorique/pratique. C'est pourquoi nous pouvons dire - avec Camus - que « *La rébellion tue les hommes tandis que la révolution détruit les hommes et les principes. Mais, pour les mêmes raisons, on peut dire qu'il n'y a pas encore eu de révolution dans l'histoire. Il ne peut y en avoir qu'une, qui serait la révolution définitive* ». De là le besoin d'écrire avec un r minuscule celles qui seulement ont été des tentatives d'insertion de l'idée et avec un R majuscule celles qui l'ont institutionnalisée.

S'interroger sur l'origine, les constantes et les variations, de ces événements surprenants qui ont été les révolutions à travers les époques et les continents, est une tâche difficile mais nécessaire.

Difficile, en particulier en ce moment de l'histoire où parler d'elles est qualifié très souvent de ringard et dans lequel il y a autant d'intérêts institutionnels, partisans et même économiques promouvant la desmémoire au sein de la société et dans l'enseignement de l'histoire.

Nécessaire, non seulement pour tenter d'identifier les conditions de leur déclenchement et de leur réussite ou leur échec, mais aussi pour comprendre pourquoi elles ont marqué le monde depuis la préhistoire. Un monde qui, malgré tant d'efforts et sacrifices, dévient de plus en plus orwellien et l'avenir est la barbarie dystopique et l'apocalypse nucléaire des Docteurs Folamur.

Mais aussi nécessaire parce que pendant longtemps on a pensé que les révolutions étaient des événements rares et pas répétitifs. Une exceptionnalité mettant au défi les sciences sociales, tant par sa tendance à chercher des régularités que pour avoir du mal à analyser des événements qui ne semblent pas répétitifs.

Dès lors, n'ayant pas une réponse convaincantes au 'mystère' des causes qui les produisaient, les chercheurs en sciences sociales

s'illusionnaient d'avoir trouvé la formule secrète des conditions nécessaires et suffisantes pour qu'une révolution ait lieu.

Or, ce que l'histoire, la sociologie et la science politique nous ont appris récemment c'est qu'il y a une autonomie de l'évènement révolutionnaire. Qu'on peut identifier des causes nécessaires, mais que cela ne dit rien des forces endogènes qui à un moment donné ouvrent de nouveaux possibles. Autrement dit, qu'on ne passe pas d'un état qui serait non révolutionnaire à un état révolutionnaire. Qu'il y a tout un dégradé de possibilités constituant autant de « *situations révolutionnaires* ». Et que si ces situations sont fréquentes dans l'histoire, peu d'entre elles parviennent à une « *issue révolutionnaire* », à un transfert réel de pouvoir.

De plus, dans le processus pour passer de la situation à l'issue, ce qu'on constate c'est que, dans ce passage, se passent beaucoup d'évènements et que ceux-ci s'étalent parfois sur des années. Un laps de temps dans lequel tous les horizons d'attente, toutes les espérances, toutes les peurs se transforment.

Donc, que c'est difficile d'identifier les causes suffisantes, même si elles sont des facteurs qui peuvent jouer et ont joué dans l'histoire pour déclencher les révolutions. Et de là l'intérêt des comparaisons historiques et transnationales pour en identifier certains de ces facteurs : comme la faiblesse de l'Etat, longtemps négligée par les marxistes et beaucoup de sociologues qui mettaient au premier plan les rapports de classe.

En effet, on sait aujourd'hui que les Etats, à la fois faibles et autoritaires, sont plus conducteurs de situations révolutionnaires, mais aussi que ce ne sont pas des causes suffisantes.

Ce qu'on apprend, en faisant une histoire « *globale et connectée* » des révolutions, c'est que la plupart du temps, quand une

révolution a lieu quelque part, les Etats alentour agissent en conséquence, soit en intervenant directement soit en faisant tout pour éviter une contagion dans leurs frontières. C'est une réaction observée pendant le déroulement de beaucoup de révolutions, ainsi que pendant le déroulement des guerres d'indépendance en Afrique ou en Asie.

Donc, ce qu'on peut dire c'est que la trame internationale est présente en aval comme aussi en amont, et qu'il y a une causalité internationale des révolutions et une circulation des révolutions, les unes vers les autres, qu'il ne faut pas négliger. De là qu'on ait parlé du « *printemps des peuples* » pour celles de 1848, des « *internationales* » pour celles qui ont suivi la révolution russe de 1917, et, comme d'une tentative révolutionnaire mondiale, pour Mai68 ou régionale pour celles du « *printemps arabe* ». Bien qu'il serait préférable de parler - suivant certains historiens - plutôt de « *constellations* » révolutionnaires que de « *vagues* ». Ce terme charriant une conception cyclique de l'histoire, quand il s'agirait plutôt d'évènements entrant en relation à un moment et à des échelles pouvant être continentales : comme a été le cas de la « *constellation asiatique* » au XIX siècle, avec la révolte des Taiping en Chine, et d'autres soulèvements.

En fait, il y a eu des révolutions partout. Même si pendant le XX siècle on a été obsédés par les trois grandes révolutions (française, russe et chinoise), autour desquelles se sont polarisées toutes les représentations : tant les négatives (en faisant des préalables à la violence de masse et à la terreur) que les positives et heureuses (en faisant d'elles la seule vraie locomotive de l'histoire).

Nonobstant, lorsqu'on sort de la singularité du phénomène et qu'on le regarde dans l'espace et le temps, tout change. Sans doute il y a eu des révolutions avant l'« *âge historique des*

révolutions » ; puisque, sans pouvoir attester d'un double pouvoir ou d'un nouveau souverain, l'archéologie témoigne néanmoins de renversements politiques réguliers partout - très souvent accompagnés de changements sociaux radicaux - qui ne sont probablement pas dus à l'économie ou à des catastrophes naturelles.

En effet, l'anthropologie montre qu'il y a dans les sociétés dites « *premières* » des changements de chefferie brutaux engendrant des modifications sociales. Le fait révolutionnaire est donc universel, mais il suit des déclinaisons variables et, pour les entrevoir, il faut sortir de la conceptualisation bâtie par l'Occident à partir des révolutions européennes et nord-américaines du XVIII^e siècle.

Car, même si ces déclinaisons prouvent que le fait révolutionnaire est universel, on ne peut pas conclure que c'est un état permanent des sociétés. Plutôt un fait banal de leur histoire, qui a toujours eu un peu la même forme : bouillonnement, changement de pouvoir, déclin.

Un constat qui n'est pas nouveau : tant quand les classes paysannes ont eu un rôle central dans les révolutions, pour les faire ou les défaire, que quand c'est la classe ouvrière qui a eu ce rôle. Ce constat devant nuancer la vulgate marxiste qui a longtemps fait de la classe ouvrière le seul sujet révolutionnaire potentiel. Car, dans aucun cas, le changement de pouvoir n'a évité le déclin. Et, moins encore, mis fin à la domination et aux inégalités de la société de classes.

Un résultat logique ; car si le pouvoir ne disparaît pas, s'il change seulement de mains, il reste - dans tous les cas de figure - le pouvoir des uns sur les autres. Ce qu'il s'est passé dans toutes les révolutions qui ont eu lieu jusqu'à nos jours ; car le changement a

été seulement politique et avec des bouleversements sociaux minimes pour les exploités. Et cela même quand la propriété privée est devenue propriété d'État.

Or, devant un tel constat, comment ne pas désespérer des révolutions et espérer que d'autres puissent être dans le futur plus prometteuses d'une émancipation moins démagogique et plus réelle ?

Mais, désespérer n'étant pas la solution, plutôt se dire que, malgré un tel constat, elles ont contribué d'une certaine manière à ce que beaucoup d'avancées politiques et sociales, dont nous pouvons profiter aujourd'hui, aient pu se produire. Et que, les révolutions étant une constante de l'histoire, une révolution politique comme les antérieures est encore possible. Mais, bien sûr, pas n'importe où, ni dans n'importe quelles conditions.

En plus de ne pas oublier qu'à l'heure actuelle, et dans plein d'endroits du monde, certaines conditions sont réunies, comme aussi que des poussées plus ou moins révolutionnaires continuent à se produire : en Iran et dans certains pays d'Afrique, d'Asie et de l'Amérique latine. En Bangladesh, les protestes des jeunes étudiants s'étant transformées en un soulèvement populaire qui a obligé - malgré la forte répression (plus de 300 morts) - à la première ministre Sheikh Hasina - au pouvoir depuis janvier 2009 - à fuir le 5 août 2024 vers l'Inde et a fait possible l'instauration d'un gouvernement provisoire dirigé par le Prix Nobel de la Paix Mohammed Yunus et d'autres personnalités de la société civile.

Cette récente proteste-revole-révolution prouvant une fois de plus que les mandataires autoritaires comme Hasina ne sont pas invincibles et que dans les Démocraties parlementaires - malgré être des sociétés de classes qui ont empêché jusqu'à maintenant les révolutions - se peuvent produire aussi ces événements ;

puisque dans beaucoup d'elles - par des raisons politiques et sociales ou pour y avoir des mandataires imposant des régimes autoritaires pour s'éterniser au pouvoir - se continuent à produire des forts mouvements de protestation. Donc, on ne peut pas objectivement exclure que se produisent des ruptures révolutionnaires dans leur sein. Et cela malgré si dans de très rares cas on a vu des courants révolutionnaires parvenir au pouvoir par l'élection ou des courants réformistes se radicaliser après être élus.

En plus, la démocratie et la révolution étant deux modalités de régulation de la conflictualité sociale et historique, coexistant dans des lieux différents à l'échelle planétaire et ne différant que par la manière d'obtenir la paix sociale, la vérité est que la pacification relative, que la culture électorale a mis et met - plus ou moins péniblement - en place, a constitué la plupart du temps - qu'on le veuille ou non - un efficace rempart contre-révolutionnaire.

Mais on aurait tort de croire que les démocraties sont toujours stables. La République de Weimar ou l'Italie des années 1920 en sont des exemples bien connus, prouvant qu'elles peuvent amener à des régimes autoritaires, voire totalitaires. C'est une involution toujours possible, comme on le voit aujourd'hui en Europe et au delà.

La pensée issue de la guerre froide voulait faire croire que la démocratie était un point d'aboutissement de l'histoire des sociétés, alors que ce n'en est qu'une étape possible, avec ses facteurs de fragilité et que n'interdit pas, par principe, la possibilité d'une révolution dans son sein. Pas nécessairement progressiste, car elle peut être - au contraire - tout a fait conservatrice. La révolution politique étant, par ailleurs et par définition, susceptible d'appropriation par des courants progressistes comme conservatrices, fascistes ou fondamentalistes.

Cela dit et au-delà de la mythologie - négative ou positive - des révolutions, comment ne pas poser la question : la révolution est-elle toujours désirable ?

Le XX siècle ayant suffisamment célébré et dénigré les révolutions, le plus raisonnable c'est d'éviter ce genre de spéculations gratuites et en rester à l'exceptionnalité des révolutions. Mais aussi parce que, si elles finissent mal en général, dans certains cas elles ont permis d'augmenter le bien-être de la population et l'inscription dans la modernité d'exigences comme l'égalité, la liberté ou la justice et le droit des femmes, etc.

Mais, en rester à l'exceptionnalité des révolutions, ne veut pas dire les ériger en le seul opérateur valable du changement historique. Et moins encore rester passif ou renoncer à faire un examen clinique des révolutions, pour voir où on est de l'exigence émancipatrice des travailleurs dans le monde d'aujourd'hui. Car, si la révolution est une grande lessiveuse, un opérateur de transformation, ce n'est pas tout le monde qui va au bout de cette transformation, comme on l'a vu lors de la révolution espagnole de 1936, où même les anarchistes ont renoncé à elle pour gagner la guerre contre Franco et le fascisme. Un renoncement qui ne les empêche pas de perdre la guerre et dont les conséquences finirent pour être funestes pour le mouvement émancipateur espagnol et international.

De là l'importance de ne pas oublier ce qu'il se passe au début du mouvement ouvrier et au sein de la Première internationale, où, malgré le maintien d'une devise commune, « *L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes* », s'est produite la division, entre anarchistes et marxistes, sur l'objectif émancipateur de la révolution et sur le mode de la faire.

Important, non seulement pour ce que cette rupture idéologique provoque, la fin de la fraternité entre les travailleurs et l'affrontement entre eux-mêmes, mais aussi pour contribuer à affaiblir pour toujours le mouvement ouvrier dans le monde. Bien que cet affaiblissement ait - sans aucune doute - aussi beaucoup d'autres causes, comme nous allons voir...

Le mouvement ouvrier et la « fin de l'histoire »

Alors que les travailleurs exploités se sont organisés bien avant que le Capital ait créé la concurrence entre eux-mêmes avec l'institution du marché, ce n'est que dans les premières décennies du XIX siècle - avec la « *Révolution Industrielle* » - qu'ils s'organisent comme classe pour donner un nouveau sens au travail et faire naître le mouvement ouvrier.

La « *Révolution Industrielle* » ne s'étant pas produite partout ni au même moment, le mouvement ouvrier non plus ne naît pas ni se constitue partout ni au même moment.

En effet, la formation de la classe ouvrière étant un peu différente dans chaque pays, le mouvement ouvrier se forme premièrement en Grande-Bretagne dans les années 1830. Le processus de formation étant indissociable de celui des *Trade Unions* (associations de métier). Puis, c'est en France où il commence à se développer à travers des luttes sociales et politiques dans la société, avant la naissance des syndicats ouvriers.

Ces différences s'expliquant parce que dès la fin du XVIII siècle les ouvriers anglais se voient contraints à recourir à l'action clandestine pour se défendre des effets de la « *Révolution industrielle* » et d'une législation qui, pour ne pas restreindre la liberté du capital et du travail, ne les protégeait pas. C'est pourquoi, pendant toute la première décennie du XIX siècle, les échecs répétés devant le Parlement encourageaient les actes de

violence destructrice, comme le luddisme, et ce n'est qu'en 1834 que le Grand National Consolidated Trades Union - regroupant plus d'un demi-million de membres en quelques mois et se dotant d'une structure démocratique pour poursuivre collectivement une action de revendication et de négociation avec les maîtres des usines - est créé.

En France, ce processus commence après les trois journées de soulèvement de juillet 1830 (appelées les *Trois Glorieuses*), au sein d'une classe ouvrière composée essentiellement d'ouvriers de métier refusant d'être prolétarisés, le métier leur conférant sa dignité et son indépendance. C'est pourquoi lorsque les fabriques se font plus nombreuses, la petite propriété demeure une revendication importante contre la concentration du capital et contre la prolétarianisation des ouvriers. Dès lors, le mouvement ouvrier naissant véhicule davantage de valeurs individualistes, propres à la petite propriété, et débouche sur une définition de la liberté collective, comme « *liberté individuelle d'agir collectivement* ». En plus d'une double revendication : le droit au travail et l'organisation du travail dans la société. Ceci donnant naissance au droit social et reconnaissant l'existence de deux classes sociales, dont les conflits doivent être régis par les mêmes lois.

Mais, déjà avant cette '*avancée*', l'émerveillement engendré par les capacités productives décuplées par la « *Révolution industrielle* », d'un côté, et l'indignation provoquée par la paupérisation croissante des classes laborieuses, de l'autre, inspirent aux premiers penseurs sociaux un désenchantement généralisé face au politique. Saint-Simon avertissant que tant le « *système industriel* » que sa dimension organisatrice sont incompatibles avec la forme politico-institutionnelle de cohésion de la société. Comte prônant d'exclure l'arbitraire de la politique

et Tocqueville s'inquiétant du pouvoir que les industrialistes sont en train de développer, sur la seule base de leur capacité à augmenter le « *bien-être* » matériel des citoyens.

En réalité, les trois considèrent que les avancées de l'industrialisation (par le travail du capitaliste) n'ont pas fait progresser le travail ouvrier comme forme de redistribution de la richesse. Au contraire, qu'elles conduisent à un appauvrissement constant, et que la liberté laissée au capital est la liberté de produire des gueux et des miséreux.

En effet, l'utilisation de la force de la vapeur - facilitant l'invention des machines de plus en plus puissantes et des usines de plus en plus grandes et toujours plus gourmandes en main-d'œuvre - chamboule le vieux monde paysan et crée un peuple nouveau, le monde des ouvriers, dans lequel ils sont toujours plus nombreux, mais toujours plus miséreux et exploités.

Une organisation industrielle qui a la perversité de susciter un nouveau antagonisme social entre le travail et le capital. Donc, une nouvelle césure dans la société qui inquiète les tenants de l'harmonie sociale.

Ce n'est donc pas surprenant que la doctrine socialiste, apparue dans les années 1820 au Royaume-Uni et en 1830 en France, soit alors en plein bouillonnement et dans la période la plus exaltante et, sans doute, la plus passionnante de son histoire. De même que quelques penseurs sociaux - fort isolés mais rêvant de mondes nouveaux et comprenant l'importance croissante de cette classe naissante - se révoltent indignés par la sort qui lui est imposée et se prononcent, à partir de la décennie du milieu du XIX siècle, pour son émancipation : Fourier et Proudhon en France et Marx en Allemagne.

En outre, l'époque étant aux gigantesques expositions universelles, où les grands industriels de chaque nation étalent leur puissance, pourquoi les ouvriers de tous les pays ne pourraient ils pas, eux aussi, tenter d'afficher la leur ?

Cette idée séduit des ouvriers allemands, lesquels décident créer la *Ligue des justes* à Paris en 1838. Puis, en 1847, elle devient *La ligue des communistes* avec la participation de Marx et Engels. Dès lors, elle a le programme politique le plus avancé avec son Manifeste mettant en avant la devise « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* ».

D'un autre côté, dans le Paris de la Seconde République et s'inspirant de l'héritage associationniste français, plusieurs associations fondent l'*Union des associations fraternelles*, dont l'union est l'expression la plus aboutie. Car, elle représente la capacité autonome de la classe prolétaire à s'organiser pour construire elle-même les instruments de son émancipation, en plus d'afficher comme but l'abolition du salariat.

Mais, c'est après les échecs du mouvement révolutionnaire de 1848, qui secoue une grande partie de l'Europe (le *Printemps des peuples*), que les échanges entre ces héritages donnent naissance à des initiatives pour constituer des associations réunissant des représentants des différentes nationalités. Et c'est ainsi qu'en 1864, sur l'invitation de militants anglais, français, allemands et italiens, des délégués affluent d'un peu partout à Londres et fondent l'*Association internationale des Travailleurs*. Laquelle veut porter haut et fort la voix du monde ouvrier.

Mais, rapidement la question est : quelle voix ?

Non seulement par l'existence de sensibilités et traditions syndicalistes diverses en elle, mais surtout à cause des divisions

entre les partisans de Marx, aux conceptions étatiques, autoritaires, et ceux de Bakounine, qui considère nécessaire l'abolition de l'Etat.

Divisions qui font de plus en plus de ravages. Et c'est ainsi qu'après une décennie de disputes et une scission, la *Première Internationale* disparaît. Puis, en 1889, un congrès des socialistes français et anglais à Paris en remet sur pied une autre. C'est la *Ile Internationale*, celle des années Jaurès.

Mais, le paysage n'est plus le même que trente ans plus tôt. En France, on panse les plaies de la Commune de Paris, de ces deux mois d'embrasement dans lesquels certains ont cru voir les germes de la révolution, la grande, celle que tous attendent. La répression est atroce, mais une amnistie permet aux militants ouvriers, qui s'étaient exilés ou avaient été déportés, de revenir au pays.

En outre, la sociologie générale a bien changé aussi. La classe ouvrière est devenue énorme. Les syndicats, que la Révolution française - dans sa haine des corporations de l'Ancien Régime - avait interdits, sont autorisés depuis 1884 et, en plus d'animer la vie sociale, ils défendent de grandes revendications collectives, comme la journée de huit heures.

Mais, la maladie de départ, la division, sévit toujours dans le mouvement ouvrier, et, même si dans son sein tous sont d'accord sur la nécessité de changer de monde, ils diffèrent sur comment y arriver.

En effet, l'impasse tactique est évidente et le mouvement ouvrier, qui se voulait représenter la classe ouvrière toute entière, se divisé partout sur les moyens de réaliser la révolution qui doit émanciper les travailleurs de l'exploitation capitaliste. Et cela, tout en continuant à prôner l'union...

En France, les diverses petites organisations syndicales réussissent à se fondre, en 1895, en une seule organisation, la *Confédération générale des Travailleurs*. Laquelle, lors d'un congrès à Amiens en 1906, scelle - dans une célèbre *Charte* - sa totale indépendance à l'égard de toute organisation politique. En plus d'affirmer sa volonté de poursuivre l'œuvre revendicatrice quotidienne du syndicalisme révolutionnaire : l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc. Et cela, bien qu'en réalité, d'un côté, il y a ceux qui regardent vers le pouvoir, et de l'autre, ceux qui veulent l'autonomie complète contre le patronat et contre le pouvoir.

En Espagne, avec la création de la *CNT* en 1910 par les anarcho-syndicalistes, ceux qui regardent vers le pouvoir (socialistes et communistes en particulier) restent à l'*UGT*, fondée en 1899.

Dès lors, les anarchistes espagnols étant totalement incompatibles avec tout système fondé sur le pouvoir d'État et la propriété privée, et imperméables à tout compromis avec la société bourgeoise, le mouvement ouvrier espagnol reste divisé entre ces deux grandes organisations.

Une division du mouvement ouvrier qui posa la question fondamentale de savoir s'il est possible, pour les gens, d'acquérir un contrôle entier, direct et collectif sur leur vie quotidienne pour gérer la société à leur façon. C'est-à-dire, non pas comme une « masse » guidée par des dirigeants professionnels, mais comme des individus entièrement libres, dans un monde sans chefs ni subalternes, sans maîtres ni esclaves.

Division qui finit par se produire aussi dans beaucoup d'autres pays de par le monde. Pays où les organisations, prônant le changement à travers des réformes imposées depuis le pouvoir,

finissent par être largement majoritaires au sein de la classe ouvrière. Donc, majoritaires nationalement, de même qu'elles finirent pour l'être internationalement.

Dès lors, en attendant de se donner les moyens de réaliser les réformes ou de faire la révolution, tant le syndicalisme réformiste que le syndicalisme qui se prétend encore révolutionnaire se donne partout comme fonction la défense des intérêts des travailleurs dans le cadre de la société capitaliste. Et cela, tout en gardant la même devise -du début du mouvement ouvrier- de l'émancipation des travailleurs par eux mêmes.

Une fiction qui dure jusqu'aux événements des décennies 80 et 90 du siècle dernier, quand Margaret Thatcher, la première ministre anglaise, écrasa le mouvement gréviste des mineurs et imposas des mesures néolibérales d'austérité. Une déroute du mouvement ouvrier qui fit paraître la consigne émancipatrice plus chimérique que jamais. À cela s'ajoutant, entre 1988 y 1991, la chute des régimes communistes (capitalisme d'État) dans les sept pays d'Europe centrale et orientale imposés par Stalin entre 1944 y 1949, et la dislocation de l'URSS. Une chute et dislocation qui les a convertis en pays pleinement capitalistes et qui contribua au discrédit du communisme marxiste comme idéal émancipateur.

Événements qu'en plus d'être décisifs pour mettre fin à la « *guerre froide* » et la séparation du monde en deux champs idéologiques, ils ont aussi changé les rapports de force capital-travail, accélérant l'affaiblissement du mouvement ouvrier et accréditant la thèse de la « *fin de l'histoire* » du politologue Francis Fukuyama, selon laquelle le triomphe définitif de la démocratie libérale est « *le point final de l'évolution idéologique de l'humanité* ».

Or, même si tout ne se passe pas comme semblait le prophétiser ce célèbre politologue nord-américain et la « *fin de l'histoire* » ne

reste finalement que comme « *le fin mot* » rhétorique du discours politique sur l'histoire, il n'empêche que non seulement les événements des décennies 80 et 90 confirment la victoire du système du libre-échange sur le communisme étatique et d'un monde unipolaire, dominé par les EE UU, mais aussi l'accélération de l'affaiblissement du mouvement ouvrier et la réduction de la classe ouvrière - comme collectif - à une simple donnée statistique.

Affaiblissement du mouvement ouvrier et effritement de la classe ouvrière et de sa singularité idéologique qui étaient déjà à l'oeuvre dès avant la fin des « *Trente Glorieuses* » (l'âge d'or de la classe moyenne) ; mais que le déroulement et l'achèvement des conflits sociaux de ces deux décennies - dont la grève des mineurs anglais de 1984 à 1985 prend des allures de guerre civile gagnée par Margaret Thatcher - mettent, en effet, en avant. Car, même si pendant la période de forte croissance économique des « *Trente Glorieuses* » le niveau de vie augmente dans la grande majorité des pays jusqu'au « *choc pétrolier* », c'est évident que les conséquences de la guerre israélo-arabe du Kippour de 1973 (la hausse brutale des prix du pétrole, le ralentissement des rythmes de croissance de la production industrielle manufacturière, la hausse du chômage, l'inflation et l'augmentation des déficits...) auraient été moins douloureuses pour la classe ouvrière si le mouvement ouvrier n'avait pas été à ce moment déjà fortement affaibli. S'ajoutant à son recul numérique l'effet de déconcentration du monde ouvrier qui s'ensuivit.

Rappelons en plus que, même si la Seconde Guerre mondiale met fin à la forte poussée de l'extrême droite des années 1930 et permet aux gauches politiques, syndicales et associatives de retrouver presque leur antérieure puissance, et à l'opposition

gauche-droite de redevenir d'actualité et d'acquérir une nouvelle signification historique, le mouvement ouvrier ne s'est jamais remis des tragiques et douloureuses défaites de ces années là face aux divers fascismes. Défaites qui mirent fin aux espoirs émancipateurs des travailleurs de par le monde.

En outre, la vieille tradition française de subordonner les mouvements sociaux aux partis et aux idéologies politiques s'étant imposé partout, les syndicats organisés sous le parapluie gouvernemental s'approprient la négociation et désarticulent les mécanismes des assemblées, ce qui provoqua une vague de conformisme et de déclassement généralisé impossible d'inverser. Car, la prépondérance du secteur tertiaire, l'automatisation des processus productifs, la reconversion industrielle, l'installation des masses ouvrières dans la périphérie des grandes villes et la croissance économique des premières phases de la globalisation, rendirent possible une atmosphère consumériste et donnèrent origine à une nouvelle classe moyenne salariale, avec une mentalité individualiste et compétitive très éloignée des valeurs de la classe ouvrière d'avant.

Dès lors les ouvriers ne cherchent la transformation de la société qu'en exerçant leur citoyenneté dans les institutions de la démocratie parlementaire. C'est pourquoi on observe le retrait progressif de la « *classe ouvrière* » des débats idéologique-politiques depuis les années 1970, alors qu'elle est le référent au cœur des mouvements sociaux du XX siècle (notamment lors des Fronts populaires ou de Mai 68).

Un processus qui s'ancre dans le déclin des organisations qui prétendaient et prétendent représenter les mondes ouvriers - en particulier celles liées aux partis communistes après s'avoir connu l'existence et la magnitude de l'univers concentrationnaire (le

Gulag) dans l'URRS - et qui contribue à l'homogénéisation symbolique de la classe ouvrière ainsi qu'à sa visibilité publique rhétorique.

En déclinant, les organisations ouvrières non seulement perdent leur socle sociologique ouvrier mais elles abandonnent également cette marque dans leur discours. Dès lors, les partis politiques cessent de faire de la classe ouvrière une cible prioritaire, se tournant vers les chômeurs, les habitants des quartiers, les « *sans* ». Et c'est ainsi que le débat public - reflétant surtout les préoccupations des gouvernants et des experts - délaisse la question sociale au profit des « problèmes », comme le « *problème de l'immigration* » ou le « *problème des exclus* ».

C'est ainsi que, sans le « *nous* » collectif, la classe ouvrière se voit réduite à une simple donnée statistique, et que, perdant la singularité idéologique dont elle était porteuse, elle n'est appréhendée que comme une catégorie socioprofessionnelle parmi d'autres. Voire secondaire, puisqu'elle est statistiquement en régression.

En fait, la principale caractéristique contemporaine de la classe ouvrière est ainsi son invisibilité. Une invisibilité reproduite par les intéressés eux-mêmes, puisque la revendication d'appartenance à la classe ouvrière est en nette diminution, surtout entre les jeunes, les salariés du privé et les individus les plus inscrits, familialement, dans les mondes ouvriers.

Au point que dès 1963, Serge Mallet salue, dans un livre qui fait date, la naissance de la « *nouvelle classe ouvrière* ». En 1981, l'année même de la victoire socialiste en France, André Gorz fait ses « *adieux au prolétariat* ». Et en 1984, Alain Touraine et ses amis concluent une longue étude par la conviction que « *l'histoire*

du mouvement ouvrier s'achève » avec le déclin de la classe ouvrière et l'essor de la classe moyenne.

Mais, en réalité, plus que le triomphe de la classe « *moyenne* », ce qui marque la fin de la division des classes, c'est l'avènement de la distinction sociale par les statuts professionnels, les styles de vie et les réseaux d'affinité. Dès lors, c'est le concept de « *classes populaires* » qui permet d'intégrer ouvriers et employés, n'appartenant ni à la classe moyenne ni à la dirigeante, légitimant ainsi le discours et l'action politique.

Surtout, ceux de la gauche partisane, en net recul à cause de la double délégitimisation : celle du pôle communiste, par le stalinisme et largement actée avec la chute du Mur de Berlin en 1989, et celle du pôle social-démocrate, par son enlisement dans les politiques néolibérales depuis 1983. Cela intervenant dans un contexte d'affaïssement du clivage gauche/droite (clivage né au cours de la Révolution française à la fin du XVIII^e siècle et qui est devenu le mode dominant de lecture de la politique au cours du XX^e siècle au niveau mondial), où l'idée même de « *gauche* » est en crise dans les espaces publics. Tout en se maintenant la binarité du conflit politique et la bipolarité sociale entre « *classes populaires* » et catégories « *riches* ».

De plus, c'est dans ces années 80 où l'informatique commence à bénéficier de la miniaturisation des circuits électroniques et du développement des micro-processeurs, que la micro-informatique familiale prend, avec la miniaturisation des composants, une place de plus en plus importante dans la société post-industrielle. De sorte que le système capitaliste peut maximiser le développement de la consommation, diversifier l'offre et donner à chacun l'illusion/fiction du bonheur, ceci lui permettant d'anesthésier encore plus les consciences et d'enterrer la notion de classe et

presque le désir de l'émancipation. Une paralysie sociale qui s'est même maintenue dans une situation de claire inégalité et dégradation du fallacieux « *État providence* » et de détérioration des services publics qui justifiaient la domination paternelle de l'Etat, l'ennemi exploiteur n'étant plus la bourgeoisie exploiteuse ni l'État, et la lutte de classes étant substituée par la lutte de genres, la conscience prolétaire par le sentiment identitaire et l'idée d'universalité par l'idée de « *diversité* », etc. De sorte que l'ouvrier concentré dans des grandes usines, organisé et avec identité et conscience de classe disparaît. À sa place apparaît l'ouvrier décentralisé et divisé en multiples catégories, sans identité ni conscience de classe, renonçant à son émancipation, même si sa condition de salarié et créateur de la richesse continue face à ceux qui vivent d'elle. La réalité sociale, économique et politique se fragmentant dans un melting-pot d'identités ne laissant d'autre alternative que l'individualiste.

En fait, en deux décennies de postmodernité petite-bourgeoise s'est produite une contre-révolution culturelle complète qui, en rendant inopérants les rappels aux révolutions qui jusqu'alors avaient exercé de piliers historiques pour les mouvements de protestation sociale, contribua décisivement à la dépolitisation du mouvement ouvrier organisé et à sa transformation en un instrument de canalisation des conflits sociaux pour garantir la paix sociale. Les syndicats devenant de plus en plus des simples appareils bureaucratiques pour la gestion de ces conflits dans un sens réformiste de la société de consommation capitaliste interclassiste.

DEUXIEME PARTIE

La société de consommation et d'information numérique

Pour analyser le rôle joué par la société de consommation et d'information numérique, dans le développement du capitalisme et de la consciente inconscience collective actuelle, il faut tenir en compte que le capitalisme est un système économique et social fondé sur le droit de propriété et que la société de consommation et d'information numérique est une société fondée sur la création et la stimulation systématique du désir de consommer produits et services dans des proportions chaque fois plus importantes et que ce soit individuellement ou collectivement. Mais aussi parce qu'au-delà de la vision libérale du capitalisme, comme une organisation rationnelle des échanges marchands, et de la vision marxiste, comme le résultat de rapports de force au profit d'une classe dominante, le capitalisme est, avant tout, un tissu serré de liens juridiques, façonné au fil des siècles par l'ajout de « *modules* » imaginés par des conseillers juridiques du pouvoir ou des avocats. Donc, non seulement le capitalisme repose sur le droit (*principes* et *normes*) mais c'est le droit qui fabrique le capital. L'existence des Codes civils dans tous les pays, légitimant avec des lois la notion de propriété comme “*le droit de jouir et posséder choses de la manière la plus absolue*”, inclus celle de “*jouir et posséder*” la terre, le prouvent. En plus de le prouver aussi la recherche historique de l'origine de ce “*droit*” imposé et transformé en *normes* par la violence du conquérant.

Ce n'est donc pas la « *main invisible* » qui a construit le capitalisme, il l'a été par des juristes codeurs généralement au service des puissants : les propriétaires terriens, les gros négociants, les banquiers et les actionnaires. Et, en fin de compte, c'est un système qui fait en sorte que des nantis accaparent les richesses pendant que d'autres sont laissés au bord du chemin grâce aux règles fixées par l'Etat. Règles qui permettent d'opposer votre droit au droit de tous, créant une dynamique délétère qui profite seulement à quelques-uns et qui contribue à créer, avec les révolutions technologiques, le monde obsessionnel de l'hyperproduction et l'hyperconsommation.

Un monde façonné de plus en plus par la rénovation technologique, puisque tout changement technologique produit des changements dans le modèle productif, et, par conséquence, dans le travail et la structure sociale. Au point tel que les changements produits par l'informatique dans les structures économiques et sociales dépassent, de par sa dimension et sa rapidité, tous les changements que l'homme a vécus tout au long du processus évolutif de notre espèce. Particulièrement ceux produits par la micro-informatique des années 80, l'âge d'or de l'informatique personnelle, qui n'a pas bénéficié qu'aux ordinateurs mais également à la plupart des objets de notre quotidien : automobiles, électroménager, hifi, montres, machines à calculer... De même que certaines technologies courantes de nos jours (l'écran LCD, smart Swatch, tablettes tactiles, Google Glass...) ont été développées aussi dans les années 80.

Un essor technologique et commercial produit par la démocratisation de la micro-informatique (avec la conséquente baisse des prix) et la distribution en grandes surfaces entre les paquets de lessives et les sodas. Les magasins de hifi et

d'électroménagers ouvrant même un rayon « *micro* », qui d'années en années prend plus de place.

Aussi important est alors l'essor de l'informatique familiale dans les entreprises qui n'ont pas les moyens d'acquérir un PC IBM et ses couteux logiciels. Car, ce n'est qu'au début des années 90, avec la baisse du prix des PC IBM compatibles et l'arrivée des premiers ordinateurs familiaux de 16 bits, qu'elles peuvent le faire. En 1990, les ordinateurs 8 bits étant ringardisés par les ordinateurs 16/32 bits, les PC & COMPATIBLES IBM, les les ATARI ST et COMMODORE AMIGA en tête; car les capacités techniques, tant de vidéo que musicales, de ces machines n'ont alors pas d'égal, ce qui fait entrer l'informatique dans l'ère du multimédia. De sorte qu'en 1994 ces quatre grands secteurs (informatique, audiovisuel, électronique grand public et télécoms) se laissent emporter par l'ivresse d'un marché qui n'offre qu'une seule certitude : celle d'être immensément avide.

Jusqu'alors, la société de consommation - qu'on peut considérer naître en 1920 avec les premiers supermarchés aux Etats-Unis pratiquant la vente au détail en libre service de produits alimentaires et de la vie quotidienne - se contente de répondre au désir de confort des êtres humains. Bien qu'entretenu artificiellement - par des entreprises utilisant des techniques de publicité et de marketing - pour promouvoir un style de vie poussant à l'acquisition de produits et des services, dont le renouvellement continu de l'équipement des ménages, maison, voiture, télé... est un signe de distinction sociale. La publicité étant chargée de la mission de sollicitation de la demande, elle joue le rôle fondamental en devenant la machine à transformer le désir en besoin.

C'est une nouvelle orientation du capitalisme qui commence alors, dont l'hyperconsommation n'est qu'une étape de plus dans la logique de ce système. Car il ne suffit pas de produire, il faut aussi vendre pour pouvoir engranger des bénéfices.

L'hyperconsommation n'étant que la conséquence du suréquipement d'un marché saturé (un ménage possède une résidence principale et une résidence secondaire, deux voitures, une moto, des trottinettes, un bateau, une piscine, une télé par pièce, etc.) et de l'ouverture de nouveaux secteurs : services, voyages, spiritualité... La politique de l'offre des phases antérieures étant remplacée par la politique de la sollicitation systématique de la demande, passant des équipements collectifs à l'équipement individuel, et donc à la multiplication artificielle des besoins des consommateurs, avec l'excuse de leur redonner plus de « *liberté* ».

La valeur liberté mise en avant n'étant pas la liberté de penser, de se déterminer en fonction de la logique, de réfléchir, de prendre de la distance ou de se libérer des aliénations, mais la liberté qui consiste à rejeter toutes les règles, toutes les contraintes, pour donner libre cours à une consommation effrénée, guidée par le désir et le plaisir de se soumettre totalement aux paradigmes consuméristes, dans cet « *ordre naturel* » spontané fondé sur l'intérêt personnel de chaque individu, où l'égoïsme devient une vertu.

De sorte que, dès la fin des années 80, l'objectif de la société de l'hyperconsommation n'est pas seulement le confort, puisqu'avec la naissance et l'envol des réseaux sociaux (surtout avec Internet), elle semble aussi vouloir donner aux humains des possibilités de s'informer et de s'interconnecter librement. Et cela c'est possible grâce à cette autre révolution technologique qui permet, en peu de

temps, un essor faramineux du téléphone portable. Car, en raison de ses propriétés addictives, le terminal établit un lien très fort entre le téléphone portable et son possesseur au moyen d'une connectivité constante.

Puis, avec le smartphone « *prosommateur* », équipé d'un appareil photo et d'un lecteur multimédia en plus de ses capacités de communications professionnelles, le smartphone s'élargit au grand public, et, depuis 2012, avec la mutation du téléphone portable, le téléphone fixe perd l'influence qu'il a eue depuis la fin du XIX siècle. Au point qu'en 2019 plus de 77% des français en possèdent un et, de par le monde, plus de deux milliards d'humains en possèdent un aussi.

Donc, il faut bien parler d'être dans l'ère du capitalisme digital et de la société de l'hyperproduction et l'hyperconsommation. Car, ce mode de production et de consommation est aujourd'hui largement dominant sur toute la planète. Au point que, les technologies de l'information étant aujourd'hui au cœur de nos vies, les transforment au même titre que l'imprimerie, l'électricité ou encore la roue l'ont fait en leur temps.

Or, toutes ces transformations technologiques sont mises en oeuvre par des acteurs économiques hyper dominants - des « *entreprises-États* » - concentrées surtout dans une région monde - la Silicon Valley (située en Californie au sud de la baie de San Francisco) - célèbre par son dynamisme en matière d'innovation dans les domaines de l'électronique, l'informatique et plus récemment les biotechnologies et les énergies renouvelables. Un territoire concentrant deux universités parmi les meilleures du monde (Stanford et Berkeley), 2,5 millions d'habitants et environ 12 000 entreprises de haute technologie générant 100 milliards de dollars de chiffre d'affaires. Dont, quelques unes de ces

« *entreprises-États* » exercent une domination presque féodale et très éloignée de la liberté et de l'égalité promises par les mentors des Technologies de l'information et de la communication (TIC).

En effet, sous couvert d'une rhétorique de démocratisation de l'accès à l'information, au progrès et à l'innovation, tant Meta (Facebook), que Google (Alphabet Inc.), Apple, Amazon, etc., cachent le système de domination le plus pur et le plus ancien. Internet devenant une sorte d'utopie néolibérale dérégulée et avec un petit nombre de gagnants. De sorte que même le mythe de la Silicon Valley californienne se délite sous l'accumulation scandaleuse de profits par une poignée de techno-oligarques, qu'accumulent des fortunes jamais égalées. Et cela au même temps que dans le monde s'agrandissent les inégalités sociales indécentes, le chômage chronique et les millions de pauvres.

La « *nouvelle économie* » si vantée a engendré une plus grande concentration économique, de la domination et des inégalités, éloignant de plus en plus l'extraction de valeur de l'espace productif et le transférant vers les plateformes digitales. Mais, malgré cela, le capitalisme continue à être un système pyramidal qui prospère grâce aux profits privés et aux revenus accumulés grâce au marché. Un système où, même si les grandes entreprises ont intégré dans leur fonctionnement les réseaux sociaux numériques internes depuis la fin des années 2000, la réalité c'est qu'il s'agit plutôt - malgré la communication d'entreprise et la rhétorique managériale - d'un décroisement que d'une remise en cause forcée des structures hiérarchiques. Un décroisement qui ne débouche pas sur une vraie ouverture de l'information, ni d'une plus grande horizontalité des relations ou d'une répartition du pouvoir.

Car, dans un contexte économique de mondialisation et d'émergence d'un marché de produits à haute valeur ajoutée, l'organisation devient un réseau d'acteurs mobiles et flexibles, dont la force réside dans l'adaptation constante au changement en relation à la forme « *organisation* » et à la forme « *marché* » qui l'ont précédée.

Dès lors, même si les technologies numériques d'information et de communication s'inscrivent au paroxysme de la société en réseau, dont les derniers développements du web social (avec les réseaux sociaux en ligne) représentent une simple accélération de la mise en réseau, ce paroxysme n'est pas une nouvelle étape dans l'histoire du capitalisme.

En effet, on assiste à un déploiement viral des technologies numériques qui permet de faire un bond en avant dans la prolifération du réseau. En sorte que, les technologies de réseau social rendant possible la construction de son identité relationnelle et la visibilité de son réseau de relations comme preuve de confiance, cela permet l'accumulation d'un capital social à un niveau jamais imaginé jusqu'alors. Mais, les réseaux sociaux numériques ne permettent pas seulement d'accroître la quantité possible de relations à accumuler, ils contribuent également à diversifier la mise en réseau quant au type de personnes connectées, au type de relation et au type d'accès.

C'est donc à voir si le capitalisme cognitif qui se dessine produira un ensemble de transformations bien plus essentielles dans la construction des individus, des relations interindividuelles et des rapports de pouvoir au sein d'une société, ou si finalement l'empêchera.

Mais, pendant qu'on avance vers ce nouveau cadre conceptuel, les formes de coopération développées en capitalisme tardif changent

en fonction des promesses véhiculées par la « *Société de l'information et de la Connaissance* » au travers de discours exaltant l'information et le développement technologique. Changements qui rendent difficile l'analyse du capitalisme contemporain. Bien que la principale difficulté soit due certainement à sa nature complexe.

Une complexité due notamment au très fort décloisonnement du capitalisme - géographique (à travers la mondialisation), historique (constitué de différentes phases) et social (se diffusant dans la diversité des univers sociaux) - et aux nouvelles formes d'exploitation et d'aliénation développées par le capital. C'ajoutant à cela les inconnues soulevées par la nouvelle technologie de l'intelligence artificielle (IA).

Une technologie encore mystérieuse pour la majorité des citoyens, mais qui ne cesse de provoquer des débats passionnés : tant par ces prometteuses possibilités d'améliorer notre vie dans beaucoup de domaines que par ses inquiétantes et sombres possibilités d'utilisation dans beaucoup d'autres. Mais, ce qui est sûr c'est que les générations à venir baigneront dans un monde où l'intelligence artificielle fera figure d'évidence au quotidien.

A un point tel, que certains patrons ne parlent plus que de ça, mi-excités mi-inquiets devant les progrès époustouflants de l'intelligence artificielle (IA). Même si, pour eux, le défi est double : profiter des gains de productivité que permettent ces nouvelles technologies, tout en évitant de se faire dépasser par des concurrents plus prompts à réagir. L'IA apportant une prospérité économique, comme l'informatique dans le passé, mais tuant les entreprises qui ne prendront pas ce tournant.

Le ton est donné. Mais, pour le grand public, qui en a pris conscience en novembre 2022, lorsque le robot conversationnel

ChatGPT, créé par OpenAI, fut capable de répondre à n'importe quelle demande et d'automatiser un grand nombre de tâches, la psychose est telle que, désormais, deux tiers des travailleurs et employés redoutent de se voir remplacés par une IA. La banque Goldman Sachs tablant sur 300 millions d'emplois menacés dans le monde et le Forum économique mondial sur la suppression de 14 millions de postes, etc.

Mais, il faut raison garder, tempèrent les créateurs ; car pour eux l'IA n'est qu'un outil qui va faire évoluer les métiers, comme l'innovation le fait depuis des centaines d'années, dont certaines tâches seront supprimées, d'autres modifiées, d'autres créées. Les jobs ne vont pas disparaître, nous dit-on. La prévision à l'échelle des pays, est que l'IA va plus les transformer que les détruire, en particulier dans les services... Ce qui, pour la France, représente les 70% du PIB.

En effet, la première étude qualitative, mesurant l'impact sur les entreprises françaises, va à l'encontre du pessimisme ambiant. Selon cette étude, l'IA ne devrait détruire aucun emploi en France. En revanche, il reconnaît que 90% des métiers en sortiront transformés, au plus tard d'ici à cinq ans. Les IA génératives étant une petite révolution pour les entreprises ; car elles apporteront une grande évolution des différentes tâches réalisées. Chaque métier peut se décomposer en un ensemble de tâches et ces IA pourront prendre en charge certaines d'entre elles. Donc, nous devrions assister à une libération du temps des salariés, ce qui leur permettrait de se concentrer sur d'autres tâches - plus humaines ? - et par extension potentiellement améliorer leurs conditions de travail.

En plus, cette étude évalue qu'en France 10% des métiers subiront un fort impact avec l'arrivée des nouvelles IA, bousculant

l'ensemble de leurs tâches quotidiennes. Les professionnels du marketing, les clercs de notaire, les consultants ou des développeurs informatiques seront concernés et voués à revoir leurs missions (mais pas à disparaître). En dehors de ces cas extrêmes, 80% des métiers ne subiront qu'un impact modéré, voyant seulement certaines de leurs tâches automatisées, tandis que « *le coeur de l'emploi ne changera pas* ». C'est frappant pour les avocats ; car près de la moitié des tâches juridiques pourrait bientôt être réalisée de manière automatique, prédit Goldman Sachs. Quand, en un clic, apparaît la jurisprudence la plus adéquate pour son dossier, l'avocat peut prendre plus de temps avec ses clients, mieux travailler sa stratégie, ficeler sa plaidoirie ou simplement traiter plus de contentieux.

Poursuivant dans la même veine, ce document nous dit que les profs pourraient bientôt profiter d'une correction automatique des devoirs, et les infirmiers d'un remplissage semi-automatique des dossiers médicaux. Peut-être utopique pour des services publics souffrant d'un sous-investissement chronique. Mais le changement est aussi en cours dans les entreprises privées, surtout les plus grosses, les seules à pouvoir se permettre l'investissement nécessaire en ce moment.

Constat semblable pour les producteurs et les consommateurs de services et de l'énergie, qui peuvent s'en servir en logistique pour améliorer d'un tiers le remplissage des camions ou pour faire baisser la consommation de chauffage d'un bâtiment entre 10% et 30%, etc.

Mais, ceci cache les effets négatifs des nouvelles technologies, dont l'IA, déqualifiant les travailleurs ou polarisant les qualifications (une partie de la main-d'oeuvre est déqualifiée, l'autre sera requalifiée). Comme aussi des effets d'intensification

du travail et d'augmentation de la surveillance ou du contrôle. On le voit avec les algorithmes de gestion, de la main-d'oeuvre et d'organisation du travail, utilisés par les plateformes comme Deliveroo et Uber, ou Amazon dans la logistique; puisque ces algorithmes dictent au travailleur quoi faire, quand et à quel rythme. En plus de permettre de l'évaluer et, dans certains cas, de le licencier.

Le paradoxe du management algorithmique est qu'il permet d'automatiser une partie du travail de ressources humaines et des managers, à leur tour victimes de ces effets de déqualification, d'intensification et de contrôle.

Loin, donc, des discours sur la « *prophétie autoréalisatrice* », qui ont une vocation performative ; puisque ce qu'ils visent est à façonner et faire advenir ces technologies. L'exemple de ChatGPT est frappant : qu'on en parle autant lui a permis d'attirer des millions d'utilisateurs, mais aussi des financiers et des régulateurs.

Le but des entreprises du numérique aujourd'hui est à la fois de « *routinier* » l'IA, que d'en faire une infrastructure de l'économie ou même d'en faire un secteur économique à part entière. Donc, pas de critiques sur l'IA, sur ses enjeux écologiques ou son impact sur les conditions de travail dans leurs discours.

L'importance prise par ces discours en dit beaucoup de notre rapport aux entreprises du numérique et à des patrons comme Jeff Bezos ou Elon Musk. Car, la question n'est pas de savoir à qui ces machines appartiennent, mais comment elles sont conçues et dans quel but; puisque, avec les outils numériques, le changement technologique conduit, plus qu'à la disparition du travail, à sa dégradation.

Tout le contraire de ce qu'on doit attendre d'une application : la valorisation des compétences humaines, et non pas leur substitution par d'autres compétences, de moindre qualité.

De même que le mensonge de sa prétendue neutralité ; car l'IA est tout sauf neutre. Puisqu'une machine reflète nécessairement les logiques, et même les biais idéologiques de son créateur. On peut donc imaginer ce que serait une IA reproduisant un ego surdimensionné comme celui d'Elon Musk !

On voit bien que ce monde dopé à l'IA prend vite des airs de dystopie. Car, quelle justice rend-on quand l'IA prédit l'issue des procès ? Quelle vie privée reste possible lorsque les caméras deviennent « *intelligentes* » et que ceux qui ont le Pouvoir peuvent s'en servir pour nous empêcher d'exercer nos libertés ?

Comment cela se passera-t-il à l'école, endroit de l'apprentissage par excellence ? Personne ne peut le prédire, bien sûr, mais il y a fort à parier qu'aucune intelligence ne remplacera l'intelligence enseignante. Car l'enseignant n'est pas l'expert neutre qui sait tout et délivre son savoir - même si dans la culture éducative actuelle, qui est verticale et un peu sclérosée, on a tendance à le croire...

L'école devant être, d'abord et surtout, le lieu de l'empathie, donc de la curiosité partagée, des échanges, des débats, des controverses. Etre en empathie avec une personne, ce n'est pas être d'accord sur tout avec elle, mais s'astreindre à comprendre son point de vue, même si on ne le partage pas. C'est dans les dissidences que se construisent les savoirs. Rien à voir avec une discussion avec un *chatbot* ! Lequel ne dit que ce pourquoi il a été programmé; même si sont des versions différentes ou contradictoires. La dissidence ne pouvant être programmable !

La technique n'est « *ni bonne, ni mauvaise, ni neutre* ». Une chaîne de montage ou une IA ne sont ni bonnes ni mauvaises en soi, mais elles ne sont pas neutres par leurs effets ou par la façon dont elles ont été conçues.

Au XIX siècle, lorsque des nouvelles technologies ont été pensées, il existait des voies alternatives à la production de masse. Donc, maintenant, il s'agit de porter une vision alternative et émancipatrice du changement technologique ; mais cela implique un choix démocratique et égalitaire des citoyens. Tant pour le contrôle de la façon dont ces technologies sont produites que de la manière d'en faire son usage.

Pour le moment seuls les politiques et les États se sont décidés à le faire. Mais de la manière qu'ils ont l'habitude de le faire : avec des « *commissions d'experts* ». En effet, le 8 décembre 2023, après trois mois de négociations intenses, les négociateurs de l'Union européenne (UE) ont trouvé un « *Accord* » sur un texte pour favoriser l'innovation en Europe en matière de développement de l'intelligence artificielle (IA). Tout en ouvrant la voie à un contrôle juridique de cette technologie. Mais, que pour l'heure, cet accord qualifié d'« *historique* » se limite à un accord politique qui a pour objectif « *réguler sans brider la recherche et l'innovation* ». Bien que posant les bases pour encadrer le développement commerciale de l'IA en évitant tant que possible les dérives de cette technologie.

Un « *tant que possible* » vraiment minime, puisque cette législation - qualifiée par Roberta Metsola, présidente du Parlement européen, d'« *avant-gardiste, responsable, et globale qui fixe des standards mondiaux* » - ne fixe que de rares interdictions. Leurs auteurs craignant qu'une régulation excessive

tue la progression de champions européens de l'IA naissants, comme Aleph Alpha en Allemagne ou Mistral AI en France.

En effet, le coeur du projet se veut être une liste de règles uniquement pour les systèmes jugés à hauts risques dans des domaines sensibles comme l'éducation, le maintien de l'ordre etc. Mais, les interdictions sont rares, et sont relatives aux applications contraires aux valeurs européennes : comme les systèmes de notation citoyenne ou de surveillance de masse utilisés en Chine, ou encore l'identification biométrique à distance des personnes dans les lieux publics, évitant la surveillance de masse des populations. Bien que, sur ce dernier point, les Etats ayant toutefois obtenu des exemptions pour certaines missions des forces de l'ordre, comme la lutte contre le terrorisme, etc.

Un manque de courage civique qui a fait réagir les groupes de la société civile. Lesquels ont accueilli ce texte froidement, dans l'attente des détails techniques qui devront être réglés prochainement, et l'accord n'allant pas assez loin dans la protection des personnes contre les dommages causés par les systèmes d'IA.

Par contre, les lobbies du secteur de la tech sont mécontents, craignant que les conséquences potentielles de ce texte soient désastreuses pour l'économie européenne. Les économies concurrentes n'étant pas limitées - pour le moment - par aucune contrainte, et la législation européenne pouvant par contre infliger des amendes jusqu'à 7 % du chiffre d'affaires, avec un plancher de 35 millions d'euros, pour les infractions les plus graves.

En plus, ce texte devant être complété par un travail plus technique et approuvé par le Parlement européen, on peut craindre qu'il soit moins contraignant encore pour le souci de « *préserver la capacité de l'Europe à développer ses propres technologies et*

préserver son autonomie stratégique », comme l'a souligné le ministre français du numérique Jean-Noël Barrot.

De même que les États-Unis, le Royaume-Uni, la Chine et des coalitions mondiales telles que le Groupe des sept grandes démocraties n'étant qu'à la rédaction de leurs propres propositions pour réglementer l'IA, il faut craindre aussi que ces réglementations puissent avoir un souci civique plus grand que celui que prétend avoir la réglementation européenne.

De plus, pour toutes ces raisons et l'éventuelle loi européenne n'entrant pas pleinement en vigueur que peu avant 2025, on voit bien que c'est encore trop tôt pour croire que nous sommes enfin protégés des mauvaises usages et des dangers potentiels de l'IA. Non seulement parce qu'il n'y a pas encore de lois la réglementant mais aussi parce que, comme nous l'avons vu par le passé, les lois peuvent être contournées ou laissées de côté.

Donc, de vertigineuses questions éthiques et politiques s'ouvrent devant les créateurs et utilisateurs d'IA en ces temps d'incertitude politique et des dangers viraux et climatiques. Car, ce n'est pas seulement le fonctionnement de l'économie qui se verra affecté, en bien ou en mal, mais aussi celui de la politique. Et cela au moment où tant d'êtres humains ont renoncé - de gré ou de force - au désir d'émancipation, se résignant à n'être que des producteurs passifs et des hyperconsommateurs compulsifs avides, mais très souvent frustrés, ne pouvant pas satisfaire leur désir du « *toujours plus* ».

De là que, en ces temps d'incertitude politique et de dangers viraux et climatiques, des vertigineuses et inquiétantes questions éthiques et politique s'ouvrent : tant pour les créateurs comme pour les usagers de l'IA. La plus importante étant : ¿ comment faire pour que la technologie soit uniquement au service de la

supervivence et du bien-être de l'espèce humaine comme des autres espèces ?

Question d'impérative urgence pour exister tant d'Etats obstinés à s'approprier la technologie pour l'utiliser dans ses guerres avec des fins de plus en plus destructrices et meurtrières Mais, que le progrès étant ce qu'il est dans la réalité de la société de consommation et d'information numérique. exige questionner ce que l'idée de progrès est vraiment aujourd'hui.

Cette idée signifiant, en principe, *“avancement, amélioration et perfectionnement de la connaissance, et aussi comme une amélioration morale ou spirituelle et des conditions matérielles de l'existence de l'humanité”*, dans une évolution rationnelle du monde; mais que l'idéologie bourgeoise l'interprète comme *“avancement, amélioration et perfectionnement”* des outils grâce à quoi l'être humain peut dominer les forces de la nature et l'exploiter pour continuer à poursuivre le développement de l'hyperproduction et l'hyperconsommation, et, par conséquent, le procès d'accumulation du capital, avec les désastreuses conséquences que nous avons vues.

De sorte que, le capitalisme ayant converti l'amélioration matérielle - entendue comme la satisfaction des conditions de vie les plus élémentaires de la population - en une impérative amélioration technologique, celle-ci est la condition pour assurer le développement économique capitaliste. Ce développement étant le responsable du dérèglement climatique et de l'agrandissement des inégalités sociales. En plus d'être cette « *amélioration technologique* », c'est-à-dire le progrès de la technologie, ce qui a augmenté exponentiellement le pouvoir de destruction des armes et maximisé sa létalité dans les guerres d'hier et d'aujourd'hui.

Au point tel, qu'avec cette notion du progrès, plus le progrès avance, plus on avance dans le différentiel entre riches et pauvres, l'exposition aux virus et l'effondrement environnemental, ainsi que dans l'horloge de l'apocalypse nucléaire.

Les menaces virale et climatique

Si le développement technologique - en particulier celui de l'IA - ouvre de vertigineuses questions éthiques et politiques (tant aux créateurs qu'à ceux qui les utilisent dans l'actuelle société de consommation et d'information numérique), les menaces virale et climatique en ouvrent beaucoup d'autres, et encore plus vertigineuses. Car, non seulement elles sont plus concrètes, réelles, mais elles mettent aussi en évidence notre responsabilité d'être confrontés à de telles menaces pour nos vies et la continuité de la vie dans la planète Terre.

Que nous le voulions ou non, nous sommes responsables en grande partie de ce qui nous arrive et de ce qui arrive au Monde. Or, malgré les efforts narcissiques pour situer l'homme au centre de l'univers, de la nature et de sa propre psyché, la vie ne cesse de nous rappeler que l'*Homo sapiens* n'est qu'une des nombreuses espèces habitant sur la planète Terre et que notre survie dépend du fragile équilibre métabolique que nous établissons avec notre environnement.

Un subtil et fragile équilibre mis en péril par les « *empreintes écologiques* » et les « *empreintes belliqueuses* » que l'humanité laisse sur la surface de la géographie terrestre par le mode de vie capitaliste des êtres humains et l'ambition du pouvoir de certains d'entre eux. Mais aussi parce que le fait de prioriser l'argent et le Capital sur la santé et la vie des gens est ce qui, en plus de nous empêcher de préserver ces subtiles et fragiles équilibres, nous

empêche de récupérer ceux qui ont été abimés. Ce qu'on a pu constater pendant le confinement provoqué par la pandémie *Covid-19* en 2020, quand l'arrêt mondial de l'activité humaine permit à beaucoup de ces équilibres abimés de commencer à se récupérer. A Venise, l'eau des canaux commençant à nouveau à être cristalline et les monts de l'Everest étant à nouveau visibles depuis l'Inde !

Mais, malgré le fait de savoir cela et d'avoir souffert tant de malheurs et de bouleversements à causé de la pandémie *Covid-19*, dont nous avons encore du mal à définir les contours et l'amplitude exacts, la vérité c'est que l'humanité se voit encore confrontée à la menace virale comme celle produite par le coronavirus *SARS-CoV-2* et dernièrement avec le virus *mpox* et la nouvelle souche baptisée "*clade 1b*" plus mortelle et plus transmissible.

Au-delà donc du bilan qu'on peut faire sur les victimes et les dégâts produits par le *Covid-19* et au-delà même de son origine 'accidentelle' dans un marché chinois, il faut bien accepter que le coronavirus *Disease 2019* n'est qu'un virus de plus entre le million de quadrillions de virus existant sur notre planète. Bien que seulement quelques uns nous affectent ou peuvent nous affecter.

De même qu'il faut accepter que nous ne savons pas comment ce virus s'est introduit dans la population humaine ; car la réponse à cette question reste encore en suspens. Puisque ni l'hypothèse « *zoonotique* » (franchissement naturel de la barrière d'espèces à partir d'un hôte intermédiaire commercialisé aux abords du marché de Wuhan) ni celle formulée par un groupe d'experts de l'OMS (la possibilité d'une introduction du *SARS-CoV-2* dans la population humaine à la suite d'une fuite de laboratoire) n'ont été encore scientifiquement prouvées.

Par contre, ce que nous savons c'est que la pandémie virale - dont la transmission se fait essentiellement via des gouttelettes émises au cours de la parole et des efforts de toux dans un contact rapproché et prolongé avec un sujet contagieux - s'est étendue par tous les continents malgré les mesures imposées par les autorités sanitaires : tant pour limiter les contacts rapprochés et prolongés que pour déterminer - avec les tests virologiques (RT-PCR) - si une personne est porteuse du virus, au moment du test, grâce à un prélèvement par voie nasale ou salivaire. De même que, les êtres humains étant des êtres sociaux, les gestes barrières sont le meilleur moyen de se protéger avec la vaccination ; car ils limitent le risque de développement de formes graves de la maladie ainsi que la transmission du virus.

Mais, malgré cela, le bilan de la pandémie *Covid-19* au 15 août 2023 est de 769.77 millions de cas déclarés dans le monde, dont 6. 955.141 décès. En plus des dégâts produits, sur l'économie de beaucoup de gens et sur la santé mentale de la jeunesse et la population adulte mondiale, par l'imprévision des autorités sanitaires et l'irrationnelle obstination des autorités politiques de ne pas changer le modèle civilisationnel.

Le fait est que l'irruption de cette nouvelle pandémie virale dans la scène mondiale ne fut pas perçue d'avance. Non seulement parce que notre cerveau ne peut séquencer que des fragments devant des faits qui échappent aux paramètres connus, mais aussi parce que nous n'avons pas été capables de reconnaître notre ignorance et d'agir en donnant la priorité à la vie sur les intérêts économiques. Et cela, tant au niveau individuel que collectif. Les politiques et les autorités sanitaires se contentant d'appliquer la méthode « *essai et erreur* », avec des corrections successives, mais sans une vraie stratégie nationale et moins encore globale au niveau mondial. Car, la vérité est que, tant elles que le reste des

citoyens, on attendait la découverte et la fabrication d'un vaccin comme table de salut pour l'humanité !

Pour de multiples raisons, la pandémie *COVID-19* est l'événement le plus important du XXI siècle et il peut être comparé au krach de 1929 et aux événements les plus importants du XX siècle : les première et seconde guerres mondiales. Puisque, sur le plan économique, la crise en 2020 dépasse - et de loin - la crise de 2008-2009, qui avait été la plus profonde et étendue géographiquement depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Le produit global chutant de 0,5% et celui des pays développés de 3,4% en 2009. Par contre en 2020, le produit global chuta de 3,1 et celui des pays développés de 4,5%. Soit presque trois points de plus pour le produit global et un peu plus d'un pour celui des pays développés. Ce différentiel s'expliquant pour les causes de ces crises pour la crise de 2008-2009, comme pour celles de 1930 et de 1974-75, la cause étant la surproduction et l'accumulation, proprement dites, et pour celle de 2020 la cause étant le confinement de la population provoqué par la pandémie. Donc, un confinement aussi de la force de travail qui affecta de « *plein fouet* » le processus productif global et provoqua l'interruption de la production et, en partie, de la consommation, mettant beaucoup de pays en récession.

En effet, avec la fermeture de nombreuses frontières terrestres, maritimes et aériennes, le confinement de mars/avril 2020 mit plus de la moitié du monde à l'arrêt (ou presque). Un arrêt spectaculaire et historiquement inédit des principales mobilités et activités humaines : commerces fermés, événements annulés, usines et transports au ralenti, ports et aéroports paralysés, rues et autoroutes vides, places boursières qui s'affolent... De sorte qu'à mesure que les pays se calfeutraient, la propagation du virus perturbait les chaînes d'approvisionnement et provoquait la chute

de l'investissement et de la consommation, conduisant à un « *risque réel et croissant de récession mondiale* », comme le souligna alors le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres.

Une situation exceptionnelle pour le monde que celle de se voir obligé à s'habituer à une « *nouvelle normalité* » dans laquelle, à part les institutions du maintien de l'ordre public, seuls les services essentiels, tant au niveau sanitaire qu'alimentaire, ont le droit de fonctionner ; puisque, même les écoles et les universités sont fermées, comme aussi les cinémas, théâtres, stades et toutes les activités de loisirs.

Une espèce de grève générale, vraiment générale et mondiale, exigeant des décisions inédites et radicales... Car, même si la découverte et la production de vaccins permet de limiter la propagation de la pandémie et, peu à peu, le retour à la normalité antérieure, cette pandémie met en question - par son extension et sa dangerosité - les fondements de la société capitaliste et la nécessité existentielle de donner la priorité à la vie.

Une mise en question qui non seulement ne se limite pas à reconnaître la valeur fondamentale de la solidarité et du travail au service de la vie, mais qui oblige les autorités à prendre - bien que forcées- des décisions économiques - jusqu'alors impensables - en faveur des métiers essentiels pour la vie et des couches les plus défavorisées de la société. De même qu'au sein de la société sont mises à l'oeuvre d'intéressantes pratiques autonomes de solidarité et d'entraide pour palier les méfaits produits par le libéralisme avec la sous-traitance des services publics de santé, de transport et d'assistance sociale. Sous-traitance qui avait creusé les inégalités économiques et sociales en plus d'empêcher à beaucoup de gens d'accéder à ces droits fondamentaux.

¿ Comment oublier un tel questionnement social et unes pratiques si stimulantes ? Non seulement pour ce qu'elles ont été en ces moments là, mais aussi pour ce qu'elles en témoignent : la capacité innée des êtres humains de s'auto-organiser chaque fois que cela se présente comme une impérieuse nécessité.

Or, même si finalement les divers variants de ce virus parus jusqu'à aujourd'hui sont devenus moins dangereux et la gestion de l'infection par les humains et la société capitaliste plus supportable, cela n'empêche pas de considérer nécessaire la continuation de la catharsis sociale initiée par les esprits et les secteurs les plus lucides de la société globale pendant la pandémie. Non pour rêver à imposer une utopie mais pour tenter de créer un imaginaire collectif plus proactif et solidaire, ainsi que pour conscencier les gens face aux risques et les menaces, que ce soient virales, climatiques ou dystopiques.

Car, l'expérience du confinement nous a enseigné que, quand nous sommes confinés, nos quotidiens sont suspendus et cela nous oblige à réfléchir aux conditions nécessaires pour que notre vie puisse être meilleure. De même que la peur, que nous éprouvons du contact intime avec les autres, nous dévoile notre interdépendance et le besoin d'une vie sociale pour être en bonne santé physique et mentale. Tant pour faire face aux menaces virales, qui peuvent apparaître inopinément une fois de plus, que pour lutter contre un système qui ne cesse de nous faire courir des risques terribles mais non nécessaires. En plus de creuser les inégalités dans le monde et de rendre la planète de plus en plus inhabitable : que ce soit par ses projets de développement écocides ou ses guerres chaque fois plus apocalyptiques.

C'est donc de toute évidence que lutter contre ce système est un devoir. Non seulement par des raisons éthiques, mais aussi pour

pouvoir faire face efficacement aux menaces virale et climatique, présentes ou futures. Car l'expérience historique prouve que la continuité du fonctionnement de la société sur le modèle capitaliste ne les fera pas disparaître. Au contraire, que les rendra plus réelles et dévastatrices. Comme c'est le cas pour la menace climatique, malgré les efforts inouïs et les sordides manœuvres des négationnistes et déclinistes de tout poil pour la nier.

Lutter, donc, contre ces menaces est plus que jamais une nécessité. En tout cas, ne pas rester des témoins impuissants devant ce qu'elles ont fait et continuent à faire : les océans sont acides, les glaces polaires et les espèces disparaissent, les forêts s'incendent et plus aucun des équilibres qui ont permis l'épanouissement des mammifères ne tient. En plus du fait illogique que personne ne produit ce qu'elle consomme ni ne consomme ce qu'elle produit, à part dans certaines communautés paysannes des pays du Sud. Mais, tant qu'elles n'ont pas été suffisamment contaminées par le « *Développement* »!.

Une situation toujours plus dramatique à mesure que l'individu est de moins en moins autonome et de plus en plus dépendant d'un système qui ne lui laisse d'autre possibilité que celle d'être un misérable consommateur nu, dépourvu de puissance de voisinage et forcé par son isolement à tout acheter ; tant le nécessaire que le superflu.

Un système, le capitalisme, où l'argent est devenu la fin concrète et non plus le moyen abstrait de servir à traduire et faciliter... C'est-à-dire, en instrument de traduction intelligent et utile, comme il l'aurait été s'il était resté à sa place entre les mains humaines : comme monnaie plurielle adaptée à chaque cas et limitée dans le temps, dans l'espace et dans le nombre. En plus d'être non cumulable et avec date de péremption. Car, comme tout

outil, l'argent devrait être circonscrit et critiquable, destiné à n'être utilisé que quand on en a besoin, et rien de plus. Pouvant même disparaître dans une économie d'échange émancipée de la domination exercée par le Capital.

Tout le contraire de ce qui s'est passé depuis la naissance de la société marchande et se passe maintenant avec la société de l'hyperconsommation et de l'hyperaccumulation, où les besoins du Capital d'accumuler et le désir des citoyens de consommer, développés au sein de la société, la poussent à n'avoir d'autre choix économique que celui du développement continu de la production et de la consommation. Ce catastrophique « *toujours plus* » qui pousse aux hommes à faire un écart avec leur environnement et, donc, à être capables de s'écosuicider. Une cécité existentielle qui surprend au vu de la catastrophe planétaire qui pointe à l'horizon ; car, ce déchaînement de la négativité qui abaisse l'homme est aussi ce par quoi il peut périr.

En effet, loin d'être un fait, les êtres humains sommes ceux qui constituons les faits. Donc, en somme, cela nous distinguant très nettement du règne animal, puisque nous pouvons configurer des mondes, Mais, si nous pouvons le faire, nous pouvons aussi déconfigurer le nôtre et c'est la tendance qui caractérise l'ère géologique où nous nous trouvons et qu'on nomme l'Anthropocène. Une ère géologique qui se définit comme celle à partir de laquelle l'Homme a une telle empreinte sur ce qui l'entoure qu'elle peut anéantir les conditions qui font possible la vie sur Terre.

Déclenchée dans les années du décollage de l'économie capitaliste libéral avec la « *Révolution industrielle* », cette tendance a mis au pinacle un système techno-marchand qui tient sous sa coupe la quasi-totalité de la planète, nous transformant en fonctionnaires

déterritorialisés d'un dispositif planétaire qui définit notre rapport au réel par la médiation de ses écrans et nos moyens de subsistance : l'argent. Les derniers peuples nomades en voie de prolétarianisation n'échappant pas non plus à cette logique totalitaire issue de l'identité entre le réel et le rationnel postulé par les puissants.

Voilà pourquoi l'homme techno-marchand d'aujourd'hui, qui est bien plus un producteur d'entropie (chaos fonctionnel) que de néguentropie (ordre fonctionnel), contribue à créer les conditions de la possibilité d'une disparition annoncée de l'*Homo Sapiens*. Surtout au moment où le négativisme et le divertissement dissimulent très efficacement les catastrophes virale et climatique en cours.

Alors que l'humanité n'est pas encore sortie entièrement de la crise sanitaire provoquée par la pandémie *Covid-19* et elle doit faire face à une crise économique aggravée par de nombreuses guerres de par le monde, en particulier en Ukraine et en Palestine, nous assistons impuissants à une grande bascule, un grand bouleversement climatique qui, pour provoquer des dérèglements environnementaux de plus en plus graves, nous fait craindre le pire. Car, le réchauffement de la planète continue et l'objectif de ne pas dépasser le 1,5 °C de réchauffement global, d'ici à la fin du siècle, paraît de plus en plus hors de portée ; puisque, pour éviter cela, il faudrait réduire environ de moitié nos émissions de CO₂ mondiales d'ici à 2030. Ce qui devient utopique si nous en tenons aux résultats des COP pour le climat déjà célébrées (à Kyoto, Copenhague, Paris...), qui ont été des grands spectacles et des vrais rituels de l'impuissance.

La vérité est que, depuis la célébration de ces COP, c'est une inquiétante compte à rebours qui a commencé. Un décompte à ciel

ouvert, au-dessus de nos têtes, dans cette couche gazeuse qui enveloppe la Terre. Haute d'une centaine de kilomètres tout au plus, mais ouverte vers l'infini. Essentiellement constituée d'azote et d'oxygène, on l'a longtemps considérée comme « *l'air qu'on respire* », parce qu'on la prenait comme une entité physique intangible, évidente. Mais, désormais, elle a plutôt l'allure d'un sablier géant se remplissant inexorablement de molécules d'un gaz désormais bien connu : le dioxyde de carbone, alias gaz carbonique, alias CO₂. Un gaz qu'à faible dose dans l'atmosphère est bénéfique, mais, sans lui, la chaleur que le Soleil envoie sur la Terre repartirait se perdre dans l'espace infini.

Le problème étant que cet « *effet de serre* » peut vite se dérégler et que l'activité humaine moderne le dérègle gravement. Surtout par l'usage excessif des combustibles fossiles, à savoir le charbon, le pétrole et le gaz naturel ; car ils sont responsables de plus de 75 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre et de près de 90 % de toutes les émissions de dioxyde de carbone. Donc, les plus grands responsables du changement climatique.

Difficile donc de ne pas désespérer quand on se plonge dans la litanie des chiffres sur l'état du climat. Les émissions mondiales de gaz à effet de serre continuant d'augmenter et les engagements actuels des Etats étant « *très loin* » d'être suffisants, malgré l'alerte inlassable de l'ONU.

Contenir la hausse des températures à +1,5°C d'ici à 2100 - l'objectif avancé par l'accord de Paris sur le climat, adopté en 2015 - apparaît ainsi de plus en plus illusoire. Ce seuil pourrait même être franchi dès 2035. La solution technologique du « *carbone circulaire* », mise en avant récemment par l'Arabie saoudite, sur la « *capture* » du CO₂ à effet de serre émis dans l'atmosphère, grâce à la mise de filtres sur les cheminées

industrielles et le réinjectant dans le sous-sol ou utilisé pour fertiliser les serres, n'étant qu'un nouveau mantra des producteurs d'énergies fossiles pour continuer à les produire. Car le mantra de « *l'économie circulaire du carbone* » est aussi fallacieux et dangereux que l'était celui du « *développement durable* », des années 2000, destiné à cacher ou minimiser les dangers produits par le réchauffement.

Les impacts du réchauffement, eux sont pourtant bien là et déjà colossaux, surtout dans les pays du Sud. Des températures anormalement élevées sont observées dans presque tous les pays, et l'écoanxiété gagne nombre d'entre nous. En outre, l'inaction des gouvernements engendre fort logiquement un sentiment d'impuissance et de colère ; mais sans déboucher outre que par des pleurs et des pacifiques manifestations pour le climat...

Comment expliquer une telle passivité et résignation ? Oui, comment expliquer que les hommes, des êtres vivants, soient tant irresponsables de ne pas voir qu'en détruisant les conditions qui les font vivre, ils s'auto-détruisent ? Comment ne peuvent-ils pas voire que cette course insensée à la destruction de son environnement les conduit irrémédiablement à la destruction de soi-mêmes ?

L'humanité est aujourd'hui malade de son environnement physique, social et idéologique, et cet environnement est lui-même malade de l'économie qui le dégrade sans cesse à cause de l'obsession matérialiste que l'ultralibéralisme lui impose. Oui, les *homo sapiens* sont malades d'eux-mêmes par son obsession consumériste qui les empêche de le reconnaître et d'éviter qu'ils s'autodétruisent.

Comment espérer donc qu'ils acceptent volontairement de pratiquer la « *décroissance* » ? Puisque, même ceux qui en sont

conscients de sa nécessité ont du mal à la pratiquer. Pourtant, comment ne pas la prôner, tout en sachant qu'aller vers « *le moins* » de développement, sans aller vers « *le plus* » d'empathie et d'égalité, ne suffit pas pour que l'humanité puisse mettre en place et assurer un développement économique, qui soit à la fois juste, socialement et environnementalement, et écologiquement tenable ! Mais, comment faire pour qu'elle en ait envie ? Car, lui ayant fait croire jusqu'à maintenant que l'équité ne concernait qu'à l'accès aux biens, il était normal pour elle de croire que la fonction de l'économie était de permettre de surmonter la rareté pour produire l'abondance de biens.

Pourtant, la crise climatique renversant cette perspective, il s'agit désormais d'introduire de la rareté pour limiter l'abondance des biens qui en est à la source du trop-plein de gaz à effet de serre. Oui, n'ayons pas peur des mots, il s'agit bien du rationnement, mais, d'un rationnement juste et concernant surtout les plus riches et les usagers du superflu, sans priver personne de l'essentiel.

Car, même si l'« *économie environnementale* » capitaliste est devenue l'alpha et l'oméga des politiques climatiques actuelles, elle n'est en réalité qu'une agitation stratégique démagogique des dirigeants politiques, pour faire semblant de chercher les moyens de limiter le dérèglement climatique, qui ne cesse de montrer son impuissance à le circonscrire et moins encore à l'arrêter. Le marché des quotas de carbone (rationnant par les quantités) et la taxe carbone (rationnant par les prix), dans la lignée de la décroissance, en étant des exemples cuisants de cette impuissance.

Dès lors, ces recettes se montrant inefficaces et stimulés par l'aiguillon du progrès technique, les partisans d'elles mettent leurs espoirs dans la croyance que la substitution d'une ressource à une autre ou les inventions technologiques nous permettront surmonter

la crise. La dernière trouvaille étant la modification du rayonnement solaire, pour refroidir la Terre en plaçant dans l'espace des miroirs pour réfléchir une partie de ce rayonnement.

Au point que, ceux qui gouvernent désirant éviter -coûte que coûte- de proscrire la production et la consommation excessive des énergies fossiles, les principales causes de la crise climatique, ils sont disposés à accepter n'importe quelle idée, aussi absurde soit-elle, qui prétend être une solution à cette crise. Le plus surprenant étant que ce comportement irrationnel continue à se produire en plein essor de la société qui se vante d'être la société de la connaissance et, de plus en plus, de l'intelligence artificielle.

Devant tant d'obstination à poursuivre avec les mêmes recettes, qui se sont avérées inutiles ou de s'en remettre à la science-fiction, pour éviter de proscrire la production et utilisation d'énergies fossiles, il ne reste qu'à attendre qu'ils réussissent avec l'aide de l'IA à voiler le Soleil avant qu'il nous aie tous cramé !

Mais, en dépit de cette dangereuse obstination de laisser pour plus tard la prise de décisions drastiques pour arrêter la crise climatique, la COP28, célébrée fin 2023 à Dubaï, n'a été qu'une COP de plus de l'impuissance institutionnelle et collective. Car, l'Accord final des 190 pays signataires, présenté au monde comme un Accord « *historique* », se limitant à « *conseiller* » l'abandon de l'usage des combustibles fossiles, responsables du 75% des gaz à effet de serre, ces pays ne se verront pas forcés de le faire...

Une indécision et inaction climatique institutionnelle qui se verra aggravée de plus en plus dans beaucoup de pays avec l'arrivée au pouvoir de populistes climatoscéptiques, comme c'est déjà le cas de Javier Milei en Argentine avec sa loi de forêts et glaciers. Car, pour poursuivre l'exploitation des écosystèmes, feront tout pour nier ou cacher délibérément les catastrophes environnementales que leurs politiques développementalistes néolibérales et leur

insensibilité écologique provoquent. Outre que l'exercice de la liberté de critique par les citoyens, déjà très limité dans les régimes dits « démocratiques », il le serait encore plus ou il n'existerait même pas dans ces régimes dystopiques.

La menace dystopique et la Démocratie

Dans ces temps de dangers pandémiques et écologiques, le danger dystopique est une éventualité qui pourrait devenir un fait avec l'arrivée au pouvoir de beaucoup de partis d'extrême droite. Un fait qui, tant pour les conséquences qu'il aurait sur les libertés que sur la lutte contre les menaces virale et climatique, ne devrait pas nous laisser indifférents aux contemporains.

Tel est déjà le fait qui s'est produit avec l'ancienne néofasciste Giorgia Meloni devenant la nouvelle présidente du Conseil italien. Un fait qui peut se reproduire très prochainement dans d'autres lieux, consolidant le risque dystopique et assombrissant encore plus l'avenir que les dirigeants et suiveurs de ces partis veulent imposer.

Les menaces dystopiques étant à nouveau présentes de manière plus ou moins concrète dans le monde et les candidats à vouloir les mettre en œuvre et à en faire des vraies dystopies étant si nombreux, elles doivent donc être considérées aussi réelles que les menaces pandémiques et écologiques.

En plus, comme nous l'avons pu le constater pendant la pandémie *Covid-19*, beaucoup d'Etats ont imposé des gestions autoritaires - voire totalitaires - de la crise sanitaire et ont recouru à l'usage de technologies permettant le contrôle rigoureux de la population. Des gestions qui non seulement ont limité - plus ou moins provisoirement - les libertés de mobilité et de réunion des citoyens mais tenté même de les confisquer définitivement en proscrivant tout droit de critique. Un contrôle presque dystopique qu'on a vu

et qu'on voit encore à l'oeuvre dans certains pays où le pouvoir est absolu, sans que cela ait donné des meilleurs résultats dans la gestion de la crise pandémique.

En effet, l'unique certitude qu'on a pu tirer de la gestion de cette crise c'est que la seule gestion vraiment efficace, pour mobiliser volontairement la population vers le but précis de sa protection, a été la gestion démocratique. C'est-à-dire : la pratique de la prise et application des décisions en commun pour donner la priorité à la santé et la vie de tous sur les intérêts particuliers.

Une pratique qui, n'a pas été malheureusement possible de mettre en oeuvre qu'en de rares cas et seulement pour palier les carences des services publiques et les échecs dans les campagnes prophylactiques pendant la gestion autoritaire de la pandémie par quelques États. Carences et échecs inévitables, puisque toutes les sociétés sont aujourd'hui capitalistes et, en conséquence, tous les États privilégient les intérêts des puissants sur ceux de la majorité des citoyens. Car, qu'ils soient pays capitalistes de marché ou d'Etat, même en se prétendant être des vraies « *Démocraties* » (avec D majuscule) les premiers, et des « *démocraties populaires* » les seconds, dans les deux cas leur fonctionnement est vertical et très loin de la démocratie vraiment horizontale et directe. Même si cela ne les empêche pas de prétendre démagogiquement fonctionner horizontalement. Non seulement par le discrédit de l'autoritarisme dès la fin de la deuxième Guerre mondiale mais aussi parce que le mode horizontal de fonctionner a acquis ces derniers temps un grand et mérité crédit dans les domaines de l'invention technologique et du fonctionnement de la société digitale : tant pour avoir rendu cette invention plus efficace que pour avoir facilité ce fonctionnement. Au point que le crédit de l'horizontalité s'est autant médiatisé dans le domaine politique que même les mouvements néofascistes prétendent fonctionner ainsi. Alors qu'en réalité, les seuls mouvements actuels qui s'efforcent de fonctionner et d'agir de façon vraiment

démocratique (horizontale) et de mobiliser autant que possible de façon égalitaire et transgenre, sont les mouvements féministes, écologistes et anticapitalistes. Car, qu'il soit par conviction idéologique ou par pragmatisme, cette façon de fonctionner s'est imposée naturellement après avoir prouvé son efficacité pour mobiliser les masses dans presque tous les mouvements sociaux qui se sont produits ces dernières décennies dans les Démocraties représentatives : que ce soit pour changer les structures sociales ou pour faire évoluer les lois dans un sens plus juste et égalitaire.

En fait, les régimes n'osant pas afficher leur autoritarisme ou leur totalitarisme étant rares, ces Démocraties sont encore majoritaires dans le monde et, pourvu que les représentants soient élus en élections, elles continuent à être considérées vraiment démocratiques et la référence de la bonne gouvernance. Au point que même dans presque tous les pays avec des régimes très autoritaires, voire totalitaires, on fait régulièrement des élections pour paraître être aussi des Démocraties représentatives. L'important étant que le gouvernement soit élu pour que la majorité des gens le considère démocratique.

En effet, la sémantique du mot l'emportant sur la réalité de la praxis qu'il désigne, le mot Démocratie continue à signifier (« *le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple* ») et « *la meilleure forme de gouverner* » pour garantir la souveraineté du peuple. Même si ces deux postulats ne sont que figures rhétoriques pour légitimer le pouvoir et cacher la réalité de ce que c'est gouverner ; puisque gouverner est toujours exercer un pouvoir plus ou moins vertical, mais toujours vertical. D'autant plus que, dans ces sociétés, le système économique est le capitalisme. Donc, nécessairement avec dominants et dominés, exploiters et exploités, et même si la domination et l'exploitation sont acceptées plus ou moins '*volontairement*' se concrétisant par la signature d'un contrat '*librement*' établi. La Démocratie étant donc la forme la plus parfaite du pouvoir, puisque non seulement la

domination est volontairement acceptée par le fait d'avoir élu ceux ou celles qui vont exercer le pouvoir, mais aussi parce que la domination continue, même en changeant ces élus, étant elle aimée, désirée et choisie.

Que l'on le reconnaisse ou non, seulement en s'organisant et fonctionnant horizontalement on peut véritablement parler de démocratie. C'est-à-dire : en prenant et accomplissant les décisions par nous-mêmes, hors de toute forme de pouvoir. La Démocratie (avec un D majuscule) étant un système d'organisation et de gestion du pouvoir, et la démocratie (avec un d minuscule) étant l'auto-organisation et l'auto-gestion. Dès lors, le terme démocratique est un adjectif qui précise en relation au terme démocratie (avec un d minuscule) et, donc, dans un sens horizontal. Bien qu'il soit utilisé très souvent d'une manière abusive ou trompeuse pour le relier à la Démocratie (avec un D majuscule)

Au-delà de cette précision sémantique et de ce que les Démocraties sont aujourd'hui c'est évident que, pour nous en sortir des dangers viraux, climatiques et dystopiques qui nous menacent, il faudra s'organiser et fonctionner de manière vraiment démocratique pour pouvoir prendre les décisions qui s'imposent. Tant pour mettre l'activité humaine et la technologie au service des vrais besoins fondamentaux, physiologiques et culturels, des êtres humains que pour faire enfin possible un monde écosoutenable où puisse émerger la société de liberté, d'égalité et de fraternité dont a tant rêvé.

Une société décidée enfin à être rationnelle, égalitaire et solidaire ; car, non seulement la technologie IA mise au service des humains leur permettra de se libérer des tâches les plus ingrates et ennuyeuses mais aussi de mettre sur pied une structure algorithmique pour pouvoir gérer démocratiquement (c'est-à-dire : égalitairement) la production et la consommation des denrées, des équipements et des services nécessaires pour la vie des gens. Tout

le contraire de ce que la société est aujourd'hui à cause du fonctionnement capitaliste et hiérarchique imposé par les classes dominantes. Un fonctionnement qui, en plus de ne cesser de provoquer guerres et de faire planer sur l'humanité la menace de l'apocalypse nucléaire, divise les êtres humains en plusieurs catégories et a fait et continue à faire de l'homme un être capable de détruire l'environnement vital du vivant et, donc, de sa propre espèce !

Changer un fonctionnement tant irrationnel et dangereux est évidemment une nécessité et une urgence existentielle. Mais, pour le faire il faut changer aussi le système qui l'impose. Car, depuis la fin du féodalisme, le capitalisme fait cette besogne avec l'aide de l'État et de son appareil coercitif. Important peu que l'État soit autocratique ou qu'il se prétende être démocratique ; puisque, les principes de compétition et de propriété (privée ou d'État) restant intouchables, dans les deux cas de figure le comportement est compétitif et insolidaire.

Prétendre refuser le capitalisme et ses néfastes conséquences sociales et environnementales sans refuser l'État est ou une tromperie démagogique ou une illusion honnête mais dangereuse. Toutes les expériences de "socialisme d'État" (en réalité "capitalisme d'État") l'ont prouvé. Car, tant en celles qui ont échoué qu'en celles qui continuent, c'est le capitalisme de marché avec leur mode de vie consumériste qui a été finalement adopté. Le cas le plus parlant étant la Chine, où depuis 1978, l'année de l'accession au pouvoir de Deng Xiaoping, s'est mis en place un modèle économique nommé « *économie socialiste de marché* » avec un secteur public important et des entreprises privées y jouant un rôle croissant, ; car non seulement la Chine s'est fortement intégrée dans le système économique mondial mais elle est devenue un pays capitaliste cyniquement impérialiste - comme l'est celui de la Démocratie nord-américaine.

De là que, pour pouvoir changer le mode de vie responsable des menaces virales, climatiques et dystopiques actuelles il faille aussi dénoncer et refuser tant le capitalisme que l'Etat, et que ce soit en une Autocratie ou une Démocratie. Car, l'histoire nous ayant montré assez la symbiose entre le capitalisme et l'État, c'est évident que seul un refus radical du devenir historique actuel peut arrêter ces menaces et permettre à l'humanité d'amorcer un nouveau et plus prometteur cours de l'histoire.

Or, même si nous sommes beaucoup à refuser (avec Albert Camus) d'être traités en chose et d'être réduits à la simple histoire, nous ne sommes pas encore en nombre suffisant pour changer le cours de cette histoire si dégradante et si dangereuse ; car, les intérêts pour qu'elle continue à être ce qu'elle a été et ce qu'elle est aujourd'hui sont nombreux et puissants. En plus de leur être l'ambiance d'inconscience généralisée qui prévaut dans tous les pays très favorables, ainsi que les divisions et oppositions entre les peuples provoqués par les nationalismes et les croyances religieuses.

Pourtant, c'est précisément cette réalité, si sombre, et ce rapport de forces, si défavorable, qui font que ne pas se résigner soit une nécessité et que continuer à lutter pour donner à l'histoire un sens plus humain et digne soit une urgence impérative même. Justifié, en plus, par la montée en force des discours et des mouvements politiques « *climatopopulistes* » dans le monde. Un néopopulisme antiécologie qui, pour des raisons exclusivement politico-électorales, divise les peuples en deux parties, largement imaginaires : l'élite et le peuple. Et cela avec l'argument que les contraintes imposées par la transition énergétique verte n'affecteront qu'à ce dernier.

Ce qui en partie est vrai ; puisque cette transition se fait dans le cadre et la logique capitaliste et étatique. Mais, qui n'est qu'un prétexte démagogique des dirigeants de ces mouvements et des tenants de ces discours (les Trump, Bolsanaro, Milei, Orvan et

autres chefs d'État et des partis de droite et d'extrême-droite climatosceptiques) pour conquérir le pouvoir ou le garder. Leur ambition et dessein n'étant autres et le peuple n'étant pour eux qu'une référence rhétorique servant à légitimer leur pouvoir.

Or, cette rhétorique néopopuliste est payante - au moins aujourd'hui - pour leurs promoteurs de par le monde. Car, dans le cybermonde, la multitude digitale s'informe, s'alimente émotionnellement et se coordonne en temps réel dans le cyberspace, où les contenus aberrants et irrationnels provoquent des réactions émotionnelles qui éveillent beaucoup plus d'attention. Les *fake news* se propageant six fois plus rapidement qu'une information vérifiée. Donc, facilement manipulable par les professionnels du chaos dystopique. À un point tel que ce néopopulisme est devenu une menace, politique et existentielle, aussi grave que le nazifascisme le fut en son temps. Une menace qui ne doit pas être prise à la légère et qui oblige, comme alors, à choisir son camp. Car, en plus de menacer les libertés (même celles de la société Démocratique), maintenant, en niant la gravité du réchauffement climatique, menace en plus la survivance de l'humanité.

Comment donc, ne pas dire avec Erich Fromm que, « *si l'homme ne prend pas conscience de la gravité de ce choix, il courra au-devant d'un désastre psychologique et écologique sans précédent* ». Puisque, si alors le choix à faire était entre une perspective nazifasciste et la liberté, maintenant, en plus de l'être aussi entre la liberté et le fascisme des autocrates et des néopopulistes de tout poil, le choix à faire est entre la survie du vivant et la continuité du développement écocide du système capitaliste.

Un double choix, que sans doute Erich Fromm poserait aujourd'hui s'il était encore vivant. Un double choix qu'il faut continuer à poser avec autant ou plus de conviction et d'urgence qu'il le faisait alors. Non seulement par la gravité de la menace

néopopuliste actuelle mais aussi par l'impuissance collective à mettre fin à la folie destructrice et meurtrière qui s'abat sur le monde et au irrationnel et absurde développement antiécologique responsable du réchauffement climatique qui menace de plus en plus l'existence de tout le vivant sur la planète.

Outre que la menace néopopuliste actuelle, en plus d'être un totalitarisme de type nouveau qui a accéléré son développement depuis quelque temps déjà, est une pièce, absolument fondamentale, de la nouvelle ère capitaliste de contrôle initié par cette énorme innovation technologique que fut, et continue d'être la révolution numérique.

Une nouvelle ère du capitalisme marquée par l'expansion et la généralisation du contrôle social des structures du pouvoir économique et politique ; mais aussi par le développement de l'autosurveillance, que la crise du Covid-19 a contribué à justifier avec l'incitation à nous laisser être surveillés par le besoin de biosécurité. Ceci se faisant à travers un ensemble d'outils et procédures de contrôle à grande échelle.

Ce n'est donc pas étonnant que ce capitalisme de surveillance, se sentant de plus en plus en symbiose avec le néopopulisme (voire la récente déclaration conjointe du magnat nord-américain Elon Musk avec Javier Milei, le président néopopuliste d'Argentine), contribue si ouvertement à l'essor de ce totalitarisme de genre nouveau, et, en conséquence, au renforcement de la menace dystopique. Celle-ci étant donc la menace la plus importante, puisque la plus immédiate ; car, si nous n'arrivons pas à la stopper, *“nous ne pourrons pas même continuer à lutter contre la dégradation de la planète”*, comme nous en avertit Tomás Ibáñez.

Or, même si nous n'en sommes pas encore là et l'avenir dystopique peut paraître encore lointain, ce n'est pas moins évident que le climat politique et social actuel lui est très favorable et qu'il serait déraisonnable d'ignorer ou de minimiser maintenant la menace dystopique. Donc, qu'il faut même la considérer aussi

dangereuse que les menaces virale et climatique le sont. C'est-à-dire : en faire prendre conscience au même titre qu'on le fait ou l'on devrait le faire pour ces deux autres menaces. Puisque, comme on l'a vu dans le passé et on est en train de le constater maintenant tous les jours, la Démocratie n'est pas un rempart sûr pour empêcher l'arrivée au pouvoir et l'intronisation des populismes ayant pour vocation et objectif de devenir in fine des régimes dystopiques.

POSTFACE

“Que les choses continuent à aller ainsi, voilà la catastrophe”

Walter Benjamin

*“Le monde ne sera pas détruit par ceux qui font le mal,
mais par ceux qui les regardent sans rien faire”*

Albert Einstein

L’humanité n’ayant jamais été menacée pour tant de dangers et si graves, la réaction logique serait donc de réagir ou au moins de s’en inquiéter. Mais, comme nous venons de le voir, ce n’est pas la logique qui guide la pensée et le comportement de l’immense majorité de nos contemporains et de leurs gouvernements. Car, non seulement ils ne font rien ou presque rien pour les effacer mais, outre qu’ils ne s’en inquiètent pas ou très peu, ils contribuent à les aggraver.

En fait, que ce soit par ignorance négationniste ou par commode inertie cognitive, nous, les contemporains, nous laissons imposer volontairement ou involontairement par des ignorants et des criminels un présent et un avenir absurde et désolant. Un injustifiable laisser faire qui en dit long du lamentable état de fonctionnement de notre appareil cognitif et de notre conscience. Car, ce n’est pas seulement de notre liberté qu’il s’agit mais de notre vie, de nos vies !

Un irresponsable et injustifiable laisser faire difficile à expliquer et encore moins à admettre. Puisque, même si l’humanité a vécu tout au long de l’histoire de nombreuses périodes autant sombres ou pires que l’actuelle et elle a su trouver à chaque fois les énergies et les moyens pour s’en sortir et continuer à bâtir une société plus consciente et empathique, rien ne permet de croire

que cette fois-ci elle saura nécessairement les trouver. Car, pour qu'il en soit ainsi et que l'avenir puisse être plus porteur d'espoirs pour tous, elle devra nécessairement - comme ce fut le cas dans le passé - commencer par ne pas se résigner à ne rien faire et lutter pour éviter que les puissants et les élites qui gouvernent le monde continuent à imposer leur volonté. Mais, pour le moment, ce n'est pas ce qui semble se produire avec l'inertie cognitive actuelle.

Donc, pour empêcher que les puissants et les élites atteignent leur objectif, il faudra sortir de cette inertie cognitive et refuser résolument leurs desseins : pérenniser la société capitaliste et hiérarchique. Cette société qui, en plus d'être économiquement et éthiquement injuste, est absurde et dangereuse écologiquement. Car, si nous ne réagissons pas, si nous les laissons faire, l'avenir continuera à fonctionner de manière capitaliste avec les conséquences que nous savons : les dangers viraux, climatiques et dystopiques continuant à menacer la survie de l'humanité et de tout le vivant. Un fonctionnement où la société devient barbare parce que l'économie dominante l'est déjà ; puisque, privilégier *l'avoir* à *l'être*, introduit en elle des relations de violence, et, en conséquence, la violence dans les sociétés et entre elles aussi. Violence qui détruit l'environnement et produit les guerres atroces, comme celles que nous sommes en train de subir aujourd'hui.

Voilà pourquoi, pour pouvoir mettre fin à cette violence et à la brèche anthropogénique causée par le capitalisme dans les écosystèmes terrestres, il est si urgent et si impérieux aujourd'hui de prioriser *l'être* à *l'avoir* et faire revivre collectivement en chacun de nous le désir d'émancipation. Car, comme l'a dénoncé la journaliste/activiste brésilienne Eliane Brum, « *le capitalisme a détruit notre instinct de survie* » afin que nous renoncions à nous émanciper. La servitude volontaire étant le rempart le plus efficace des puissants pour pérenniser leur système d'exploitation et de domination.

Par conséquent, si nous voulons que les générations futures puissent continuer à habiter la planète et puissent le faire en liberté politique et soutenabilité écologique, nous devons refuser obstinément le destin que les maîtres du monde veulent nous imposer. Autrement dit : en ces temps incertains, sombres et dangereux, si l'on veut choisir la liberté et la vie face au capitalisme et au fascisme, il faut refuser résolument de se résigner à être un complice actif ou passif de cette impuissance institutionnelle et collective à faire face aux menaces virales et climatiques qui nous mènent à une impasse écologique si désastreuse pour les êtres humains et tout le vivant.

Ainsi donc, tant pour survivre que pour pouvoir continuer à faire humanité, l'important aujourd'hui est de refuser cette irresponsable et indigne résignation et de résister face aux menaces dystopiques. Les moyens et les formes de le faire étant multiples ; mais, sachant qu'elles ne sont efficaces qu'en s'engageant décisivement avec l'objectif d'aller vers un monde vraiment démocratique et écosolidaire.

Vraiment démocratique étant un fonctionnement nécessairement horizontal et, donc, non hiérarchique. L'écosolidarité étant une éthique qui place l'homme plutôt que le profit au centre de l'activité humaine et du fonctionnement des sociétés. Car, l'écosolidarité n'est en fin de compte que la pratique de l'entraide entre des êtres égaux et conscients des enjeux écologiques, pour produire et assurer un développement rationnel, équitable et soutenable.

De là que la pratique de l'écosolidarité soit la vraie et impérieuse urgence de l'humanité pour se sortir de la terrible impasse écologique dans laquelle elle se trouve aujourd'hui, comme aussi pour pouvoir maintenir les ponts entre l'aujourd'hui, l'hier et l'avant-hier : tant en ce qui concerne l'avenir physique et culturel de l'humanité que celui de son évolution éthique.

Conscientiser nos contemporains et en particulier les jeunes sur les enjeux écologiques actuels est donc l'urgence impérieuse d'aujourd'hui, comme l'est aussi le besoin de trouver des formes - unitaires et efficaces - de mobilisation collective de nos semblables déjà conscientisés écologiquement : tant aux niveaux nationaux que mondiaux. Puisque seulement en étant conscients et en nous mobilisant collectivement et globalement nous pourrions produire des changements essentiels dans les imaginaires collectifs et le fonctionnement du monde.

Cette mobilisation globale étant essentielle, il paraît donc logique de chercher urgemment à trouver les moyens de la réussir. C'est pourquoi créer un mouvement semblable au mouvement des Citoyens du monde, fondé après la fin de la Seconde Guerre mondiale, pourrait être utile. L'objectif ne devant pas être cette fois-ci politique (promouvoir et organiser la citoyenneté mondiale) mais écologique : promouvoir mondialement la conscience écologiste afin de mobiliser les contemporains sur l'urgence climatique et la nécessité existentielle de changer le modèle civilisationnel responsable du désastre environnemental en cours.

Ce mouvement devant être apolitique, pour agir et non pas pour représenter politiquement, comme l'était le mouvement des Citoyens du monde. La représentation politique étant - pour des raisons partisans et d'egos - un motif de division plus que d'union. Donc, un mouvement ne visant qu'à défendre la valeur propre des êtres vivants et de la nature. C'est-à-dire : un mouvement qui, pour défendre une valeur détachée de l'utilité que nous pouvons en avoir, ne peut être qu'un mouvement d'opinion et d'action, sans structures permanentes ni leaderships, vraiment horizontal et mobilisateur.

Car, seulement en l'étant vraiment, il pourra appeler et obtenir l'automobilisation de millions de citoyens de par le monde ayant déjà une conscience écologiste et un désir d'agir. Cette automobilisation tenant pour objectif le développement de cette

conscience et de ce désir, en plus de faire des actions avec un sens et une répercussion purement écologique pour montrer ce que sont les « *empreintes écologiques* » : ces méthodes de calcul permettant de mesurer la pression exercée par l'homme sur les ressources et les écosystèmes. Non seulement parce qu'elles sont essentielles pour développer la prise de conscience écologique mais aussi pour contraindre aux gouvernants à abandonner leurs politiques anti-écologiques et les forcer à en prendre d'autres plus écosolidaires. Puisque, même s'il y a déjà eu des « *conventions citoyennes pour le climat* », ainsi qu'une « *assemblée mondiale* » sur la crise climatique et les COP26, 27 et 28 « *pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre* », nous en sommes encore à une situation où la planète se dirige vers un réchauffement « *catastrophique* » d'au moins 2,7 °C d'ici à la fin du siècle (selon les Nations Unies).

On voit bien que ces Sommets pour conseiller n'ont pas servi à rien et que si l'on veut véritablement avoir des résultats environnementaux positifs, il faudra poser ces propositions comme exigences et avec beaucoup plus de détermination. De même que, pour qu'elles soient appliquées, il faudra qu'elles soient appuyées majoritairement au sein des sociétés avec une véritable volonté de les faire aboutir. Donc, pour défendre véritablement la valeur propre des êtres vivants et de la nature, les citoyens devront se mobiliser largement de par le monde prônant et exigeant l'installation d'une vraie écosolidarité entre les personnes et les peuples.

Or, même si cette exigence est en train de se produire dans beaucoup de pays, malheureusement c'est de manière limitée, sporadique et pas encore suffisamment nombreuse et active. Cela malgré l'existence dans ces pays de groupes, mouvements et même des partis écologistes, en plus d'y avoir aussi des individualités avec une sensibilité écologiste dans toutes les structures institutionnelles et couches sociales.

C'est ce qui s'est passé avec la mobilisation protagonisée par l'association des « *Aînés pour le climat suisse* » qui réussit à faire condamner la Suisse par la Cour Européenne des Droits de l'Homme pour « *inaction climatique* ». Une condamnation qui, même étant importante, n'a pas mobilisé la mouvance écologiste mondiale. Car, la motivation des militants écologistes n'étant pas suffisante, pour que cette mobilisation puisse se produire il leur faut avoir en plus comme objectif prioritaire la volonté de se relationner et de se coordonner. Ce qui, malheureusement, n'est pas encore le cas, même si cela est un véritable paradoxe. Car, non seulement la technologie de la connectivité le permet maintenant mais nos contemporains en profitent déjà pour se connecter facilement et largement dans le monde pour des motifs beaucoup moins importants.

En effet, c'est pour les écologistes un véritable paradoxe de ne pas se servir de cette technologie pour convoquer et faire des mobilisations mondiales synchronisées. Un objectif qui maintenant n'est pas utopique. Non seulement parce qu'il est possible de le réaliser technologiquement mais aussi pour exister chez la majorité des écologistes déclarés et potentiels la volonté de ne pas se prêter à des récupérations partisans. Cette volonté pouvant être déterminante pour que le « mouvement » écologiste mondialiste ne soit qu'au service de la cause écologique et qu'il ne soit pas une Organisation et moins encore un Parti, seulement une espèce de Liste de liaison, réflexion et coordination d'actions et à laquelle tout le monde puisse s'inscrire pour être connecté, s'informer et agir collectivement.

Bien sûr, la mouvance écologiste n'étant pas dépourvue -comme toutes les mouvances - de personnalismes et d'intérêts divers, et les opinions publiques étant si passives, un tel « mouvement » peut paraître encore utopique. Mais, la question environnementale exigeant de plus en plus une vraie réponse, le besoin d'un tel « mouvement » se posera sûrement de plus en plus urgemment.

Outre que, maintenant, avec l'expérience des échecs produits à cause des personnalismes et des intérêts partisans, nous savons que pour être efficaces il faut impérativement les éviter et s'organiser horizontalement, sans structures bureaucratiques ou de représentation politique. Ce qui serait possible n'étant ce « mouvement » qu'une Liste en ligne sur Internet et n'ayant d'autre mission que celle de contribuer et de faciliter la mobilisation des personnes conscientisées écologiquement de par le monde et au-delà de tout clivage politique, de frontières et de catégories sociales ou professionnelles. Surtout existant maintenant une conscience écologique, commune à tous les écologistes ou presque, basée sur la responsabilité de l'action humaine dans les causes du dérèglement climatique et sur la pratique locale et globale de l'écosolidarité pour arrêter et renverser le processus de dégradation de la Nature et assurer la soutenabilité de la vie sur notre planète.

Or, même si nous, les contemporains, avons été incapables de créer un tel « mouvement » et de réaliser une telle mobilisation, il n'y a pas de raison pour que les futures générations soient autant stupides et lâches que nous l'avons été et sommes encore, ni pour qu'elles ne soient capables de le tenter et de le réussir. Car, si les jeunes ont été capables de surprendre leurs contemporains en mai 1968, pourquoi ne le feront-ils pas à nouveau ?

Ma mémoire et mon expérience de cette extraordinaire secousse sociale - presque toujours ludique et incitant à une critique radicale de la vie quotidienne aliénée et à l'abolition des structures asphyxiantes de la société de consommation capitaliste et patriarcale, en plus de proposer de nouvelles formes d'organisation sociale basées sur l'autogestion et sur la prise de parole - m'y incitent à le croire possible.

En effet, ce sont mes souvenirs de cette surprenante explosion de la parole et du désir de liberté - une des plus grandes de l'histoire - incitant à aller plus loin en imagination et en la praxis des formes

de vivre, qui m'incitent maintenant à penser que d'autres formes du vivre ensemble que l'actuelle sont possibles et que les êtres humains essaieront un jour - comme ils le firent en Mai 68 - de les vivre à leur tour.

L'histoire nous ayant montré que l'imprévu est toujours possible, rien ne permet donc d'exclure que les contemporains d'aujourd'hui ou ceux de demain soient surpris par l'irruption de l'inattendu dans le cours de l'histoire comme ils le furent en mai 1968 et qu'ils puissent vivre une expérience si stimulante et prometteuse.

Les raisons de le souhaiter sont évidentes mais celles de l'espérer le sont aussi. Non seulement parce que Mai 68 fut un événement inattendu, qui n'entraînait pas et qui n'entre encore pas dans aucun schéma théorique connu, en plus de les mettre tous en question, mais aussi pour avoir été un phénomène - complexe, hétérogène et multiple - fourni d'une indéniable singularité : celle de la spontanéité. Puisque, même si la spontanéité est produite par une nécessité, ce phénomène s'est produit sans que ses protagonistes aient décidé préalablement comment ils devraient agir.

En plus, si en 1968 la nécessité était de sortir des structures asphyxiantes de la société patriarcale de consommation capitaliste pour vivre plus librement, aujourd'hui la nécessité est de sortir des structures de la société productiviste et consumériste capitaliste pour que l'humanité puisse survivre. Cette nécessité étant encore plus existentielle que celle de 1968 et le contexte actuel étant autant propice que celui d'alors. Car, si en 1968 il y avait une multitude de foyers d'agitation et les mobilisations et les affrontements se produisaient dans de multiples grandes villes du monde, dans l'actuel il en est de même, sans compter les mobilisations et luttes des peuples originaires : « *les gardiens assiégés de la nature mondiale* ».

En outre de ce que Mai 68 nous apprend sur les dynamiques historiques ; puisque, en plus d'avoir été un événement qui a tant

surpris les contemporains que leurs propres protagonistes, il nous enseigne que ce sont les dynamiques des luttes qui finissent par fixer le sens de la praxis sociale qui émerge d'elles. Autrement dit : que ce n'est pas nécessaire que cette praxis préexiste théoriquement ou dans des programmes, puisqu'elle peut surgir du propre développement des luttes. L'unique condition étant que la nécessité du changement et le désir de changer préexistent aux luttes, même si leurs protagonistes n'en sont pas pleinement conscients.

L'important donc de Mai 68 est - comme pour toutes les formes de conflits politiques et sociales - le fait d'exister ou d'avoir existé. Une importance que Jean-Paul Sartre souligna alors : *« L'important, c'est que l'action ait eu lieu, alors que tout le monde la jugeait impensable. Si elle a eu lieu cette fois-ci, elle peut se reproduire... »*

En effet, une action comme celle de Mai 68 peut se reproduire ; car la libération de l'imagination, pour inventer des modes de vie nouveaux, est autant ou même plus nécessaire maintenant qu'il ne l'était au mois de mai 1968. C'est pourquoi le souvenir des événements de Mai 68 fait penser et espérer que les générations jeunes sauront surprendre une fois de plus comme elles l'ont fait tant de fois dans l'histoire. En mai 1968, pour être plus libres afin de pouvoir autogestionner nos vies, et, maintenant, pour pouvoir faire face aux menaces sur notre survie et celle de l'humanité.

La survie, étant une nécessité encore plus urgente et impérieuse que celle de la liberté, pourquoi donc ne pas espérer qu'un nouveau sursaut de la conscience émancipatrice et du faire humanité se produise ?

Non seulement parce que la folie militariste et l'inconscience climatique peuvent produire un holocauste nucléaire et environnemental mais aussi empêcher les êtres humains de continuer à faire humanité. Un faire qui a été une constante dans l'évolution de notre espèce depuis les Primates et l'*Homo habilis*

jusqu'à l'*Homo sapiens* actuel, et interrompu - seulement et temporairement - dans certains périodes de l'histoire où les circonstances, créant angoisse, menaient l'instinct de survie à produire conduites contraires à celles de l'entraide. Mais, qui cessaient quand les circonstances ne l'exigeaient plus.

Les conduites d'entraide, étant dans le processus évolutif les uniques à rendre possible de faire humanité, l'ont été pour mettre fin à l'impitoyable et stigmatisante Sainte Inquisition en 1820 après presque trois siècles d'existence, à l'abolition du cruel et déshumanisant esclavage remontant de l'Antiquité en 1880 et à la folie génocidaire nazifasciste en 1945. Pourquoi elles ne pourraient pas mettre fin maintenant ou demain à la folie belliciste des promoteurs de guerres et à la criminelle irresponsabilité des promoteurs du développement capitaliste qui est entrain de convertir la Terre en une planète inhabitable ?

Oui, pourquoi cela ne serait-il pas possible ?

Car, si avant c'était une motivation éthique qui exigeait de sortir de ces situations si terribles, maintenant, en plus de cette motivation, c'est une impérieuse urgence existentielle qui l'exige. Non seulement pour éviter que l'histoire de l'humanité et de la vie sur la Terre finisse de manière si aberrante et si honteuse, mais aussi parce que maintenant l'humanité sait comment se sortir du piège fatal où, par inconscience, elle s'est mise.

Ce sont donc ces convictions/espoirs, sur la probabilité de pouvoir être surpris à nouveau par la capacité de rebondir des êtres humains, qui doivent nous inciter à l'optimisme et à continuer le combat pour changer le monde.

Mais aussi parce que dans la communauté scientifique internationale continuent à se produire des réactions nous avertissant des dangers qui menacent l'humanité : que ce soit par la folie de guerre et la prolifération d'Etats avec armement atomique ou par l'absurde et irresponsable mode de vie des

humains responsable du dérèglement climatique. Car, ces réactions, ayant un grand crédit et une large diffusion à travers les moyens d'information nationaux et mondiaux, elles contribuent énormément à développer la conscience écologique.

Tels sont les cas des réactions de l'équipe du *Bulletin of the Atomic Scientists* - avec son *Horloge de la fin du monde* ou *Horloge de l'Apocalypse* - utilisant l'analogie du décompte vers minuit pour dénoncer chaque année le danger qui pèse sur l'humanité du fait des menaces nucléaires, écologiques et technologiques. Comme aussi celles de nombreux scientifiques nous avertissant à titre individuel de ces dangers et nous appelant à nous mobiliser pour un changement civilisationnel ; car, en effet, c'est notre civilisation qui les a produits.

En France, c'est le cas de l'astrophysicien et spécialiste de la gravité quantique Aurélien Barrau nous rappelant - dans une interview de *L'OBS* du 25 au 31 janvier 2024 - que, si la science et les scientifiques ont un rôle crucial à jouer, c'est à condition que les chercheurs repensent « *leur rapport à la connaissance comme à leur mission* » et qu'ils s'émancipent « *d'une démarche trop souvent utilitariste et peu portée à la réflexion sur les retombées de leurs découvertes* ». Car, ce que nous vivons ce n'est pas seulement « *une crise climatique mais une catastrophe civilisationnelle* », au sein de laquelle, « *la production technique prolifère de façon métastatique et dévastatrice, comme les cellules d'un cancer* ». Une civilisation qui se vante d'interdire tout ce qui nuit au « *bien commun* » et laisse faire ce qui anéantit le « *biologique global* ». Au point que cette irrationalité nous a mis d'ores et déjà « *au coeur d'un effondrement* » qui, sur des échelles de temps différentes, a « *exterminé l'essentiel des insectes, des animaux sauvages et des arbres* ».

Comment donc ne pas reconnaître, avec Barrau, que « *nous, les Occidentaux contemporains, sommes la civilisation la plus meurtrière de tous les temps du point de vue de la biosphère* » et

que le « *pire, c'est qu'en plus d'être une faute logique est une faillite éthique* ». De sorte que, « *dans ces circonstances, seul un renouveau copernicien de nos désirs et de nos symboles peut faire sens* » pour « *nous poser cette question essentielle : que voulons nous vraiment ?* »

Une question que tous les êtres humains contemporains devraient avoir la lucidité et le courage de se poser et d'en assumer les conséquences. Non seulement par des raisons éthiques et existentielles mais aussi parce que, si nous ne le faisons pas, si par inconscience ou désespoir nous continuons dans notre actuelle inertie cognitive d'ignorer que nous sommes déjà dans l'urgence existentielle, demain sera peut être trop tard pour choisir entre un monde capitaliste éco-insoutenable et un monde écosolidaire soutenable.

Voilà pourquoi il est tant important de dire - paraphrasant ce que Camus disait à ses contemporains dans des circonstances autant difficiles pour l'avenir de l'humanité que les actuelles - que le vrai désespoir ne naît pas d'être confronté à une adversité de plus en plus obstinée, ni par l'épuisement d'une lutte trop inégale, mais qu'il provient du fait qu'on ne sait pas quelles sont nos raisons pour lutter et si, précisément, nous devons lutter ; car, maintenant, on sait que les raisons de lutter pour un monde éco-soutenable (donc, écosolidaire) de liberté, égalité, fraternité et sororité sont, malgré le confusionnisme actuel, plus nécessaires et claires que jamais !